

# TABLE DES MATIÈRES: MANIFESTATIONS HIVER 2007

<b>29 mars 2007.....</b>	<b>3</b>
LE DEVOIR : Caricature : So...so...so..., par Garnotte - Édition du vendredi 30 mars 2007.....	3
LE DEVOIR : 1ère page : Dans la rue pour la gratuité - Des étudiants brandissent le spectre d'une grève générale illimitée - Édition du vendredi 30 mars 2007.....	3
LA PRESSE : Sitôt réélu, Charest est confronté à la grogne étudiante - Le vendredi 30 mars 2007.....	5
LA PRESSE : Les élèves du secondaire suivent leurs aînés - Le vendredi 30 mars 2007.....	6
LE SOLEIL: La capitale isolée - Vendredi 30 mars 2007.....	7
LE SOLEIL: ADQ et PLQ pour le dégel - Vendredi 30 mars 2007.....	8
LE SOLEIL: Montréal envahie par les étudiants - Vendredi 30 mars 2007.....	9
24 HEURES: Contre le dégel des frais de scolarité - Vendredi 30 mars 2007.....	10
MÉTRO: Photo: Manif: "Nous ne sommes pas clients, nous sommes étudiants! » - Vendredi 30 mars 2007.....	10
JOURNAL DE MONTRÉAL: "Il faut multiplier par six les frais de scolarité" - Robert LAcroix - Vendredi 30 mars 2007.....	11
JOURNAL DE MONTRÉAL: Manifestation: Frais de scolarité: Québec va mettre fin à la gratuité - Vendredi 30 mars 2007.....	11
THE GAZETTE : Students take free-tuition demand to streets: Protesters denounce Charest, Dumont - Friday, March 30, 2007.....	12
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Manifestation étudiante : Circulation perturbée au centre-ville - Mise à jour le jeudi 29 mars 2007 à 17 h 05.....	13
LCN : Frais de scolarité : Des milliers d'étudiants manifestent - Mise à jour: jeudi 29 mars 2007, à 16:03.....	13
RADIO-CANADA / POLITIQUE : Droits de scolarité : La gratuité plutôt que le dégel - Mise à jour le jeudi 29 mars 2007 à 15 h 07.....	13
RADIO CANADA / POLITIQUE : Droits de scolarité : La gratuité plutôt que le dégel - Mise à jour le jeudi 29 mars 2007 à 11 h 14.....	14
LE DEVOIR : En grève pour la gratuité - Édition du jeudi 29 mars 2007.....	14
MÉTRO : 1ère page : Grève étudiante d'un jour contre le dégel - Jeudi 29 mars 2008.....	15
THE GAZETTE : Students to protest today as tuition hike looms: Liberals, ADQ on similar wave lengths - Thursday, March 29, 2007.....	15
CNW : Convocation - Grève étudiante et manifestation le 29 mars: Le dégel ne passera pas (ASSE) - Mercredi 28 mars 2007, à 7h00.....	16
LE DEVOIR : En bref - Dégel des droits de scolarité: l'ASSE menace d'une grève générale - Édition du lundi 26 mars 2007.....	16
24 HEURES : Les étudiants prêts à la grève - Lundi 26 mars 2007.....	17
MÉTRO : Dégel des frais de scolarité : menace de grève générale illimitée - Lundi 26 mars 2007.....	17
LCN : Droits de scolarité : Les étudiants lancent un ultimatum au prochain gouvernement - Mise à jour: dimanche 25 mars 2007, à 11:37.....	18
CYBERPRESSE : Menace d'une grève générale en cas de dégel des droits - Le dimanche 25 mars 2007.....	18
<b>Réactions au nouveau gouvernement.....</b>	<b>18</b>
24 HEURES : Hausse des frais de scolarité : les étudiants ne baisseront pas les bras - Jeudi 29 mars 2007.....	18
CYBERPRESSE : Les étudiants inquiets d'une possible hausse des frais de scolarité - Le mercredi 28 mars 2007...	18
RADIO-CANADA / NOUVELLES ÉLECTORALES : Éducation : Des étudiants inquiets, mais déterminés - Mise à jour le mercredi 28 mars 2007 à 14 h 22.....	19
CNW : Frais de scolarité : les étudiants auront à l'oeil les trois partis politiques élus - Mercredi 28 mars 2007, à 11h30.....	19
LE SOLEIL : Inquiétude dans le milieu de l'éducation - Mercredi 28 mars 2007.....	20
JOURNAL DE MONTRÉAL : Dur réveil pour les étudiants : le dégel des frais de scolarité au menu tant du PLQ que de l'ADQ - Mercredi 28 mars 2007.....	20
<b>16, 17, 22 mars 2007.....</b>	<b>21</b>
LE DEVOIR : En photo : Mobilisation contre le dégel - Édition du vendredi 23 mars 2007.....	21
LA PRESSE : Droits de scolarité : Étudiants mobilisés contre le dégel - Le vendredi 23 mars 2007.....	21
MÉTRO : 1ère page : Dure critique - Vendredi 23 mars 2007.....	23
MÉTRO : Étudiants en campagne : 2000 jeunes manifestent contre les partis politiques - Vendredi 23 mars 2007	24
24 HEURES : 1ère page : Les étudiants ne déroutent pas - Vendredi 23 mars 2007.....	25
24 HEURES : Marche dans les rues du centre-ville : 2000 manifestants déplorent la faiblesse des partis politiques en éducation - Vendredi 23 mars 2007.....	26
JOURNAL DE MONTRÉAL : Étudiants dans la rue - Vendredi 23 mars 2007.....	26
THE GAZETTE : Demonstrators slam Charest, demand free tuition, end to student debt - Friday, March 23, 2007.	27

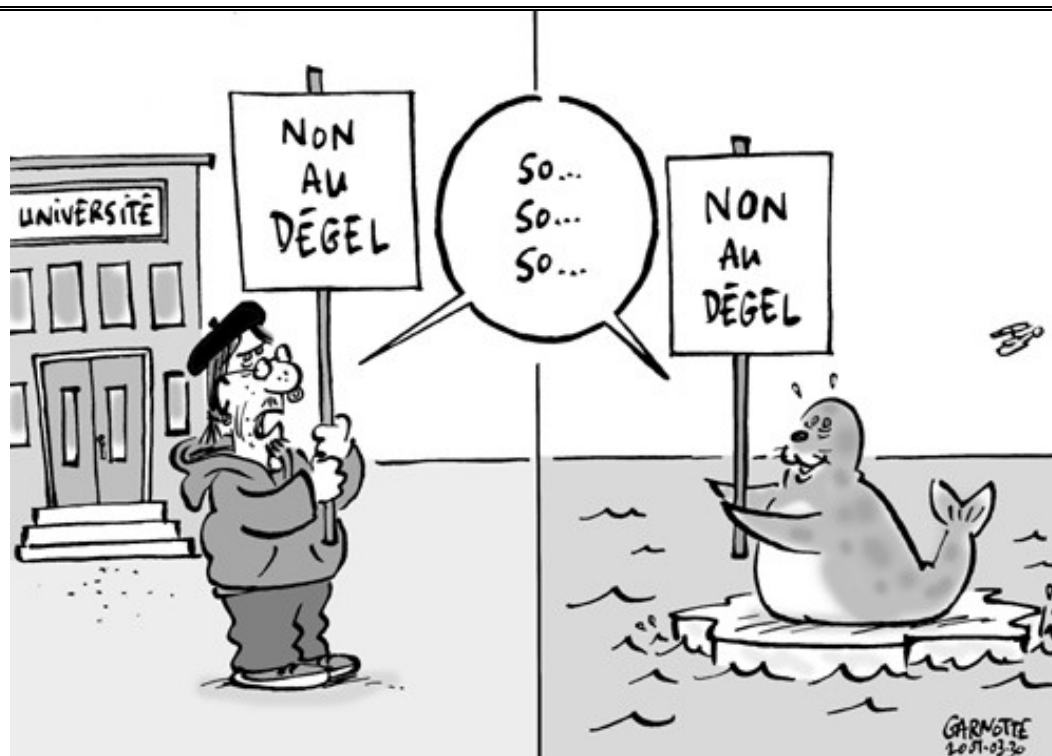
<a href="#">RADIO-CANADA / POLITIQUE : Dégel des frais de scolarité : Des cégeps en grève- Mise à jour le jeudi 22 mars 2007 à 20 h 00.....</a>	<a href="#">28</a>
<a href="#">LCN : Montréal : Grande manifestation contre le dégel des frais de scolarité - Mise à jour: 22/03/2007 16:04.....</a>	<a href="#">28</a>
<a href="#">LA PRESSE : Manifestation étudiante et amendes - Le jeudi 22 mars 2007.....</a>	<a href="#">28</a>
<a href="#">LE SOLEIL : Photo : Contre le dégel des droits - Jeudi 22 mars 2007.....</a>	<a href="#">29</a>
<a href="#">24 HEURES : Brève : Étudiants - Jeudi 22 mars 2007.....</a>	<a href="#">29</a>
<a href="#">JOURNAL DE MONTRÉAL : Brève : Les cégepiens ne pourront pas bloquer - Mercredi 21 mars 2007.....</a>	<a href="#">30</a>
<a href="#">LE SOLEIL : manifs étudiantes éparses et surveillées : la loi 43 interdit à toute personne d'entraver les activités normales d'un cégep - Mercredi 21 mars 2007.....</a>	<a href="#">30</a>
<a href="#">24 HEURES : Les anti-guerre sont toujours là - Lundi 19 mars 2007.....</a>	<a href="#">31</a>
<a href="#">MÉTRO : Washington : contre la guerre - Manif contre la guerre - Lundi 19 mars 2007.....</a>	<a href="#">31</a>
<a href="#">24HEURES : Marche aux flambeaux - Lundi 19 mars 2007.....</a>	<a href="#">32</a>
<a href="#">LE DEVOIR : Les étudiants multiplient les actions contre le dégel - Édition du vendredi 16 mars 2007.....</a>	<a href="#">32</a>
<a href="#">LE SOLEIL : Grève étudiante à la fin du mois ... mais mécontente sur la date de la manif -Vendredi 16 mars 2007</a>	<a href="#">33</a>
<a href="#">24 HEURES : Manifestation 17 mars - Marche aux flambeaux - Vendredi 16 mars 2007.....</a>	<a href="#">33</a>
<a href="#">MÉTRO : Marche aux flambeaux - Vendredi 16 mars 2007.....</a>	<a href="#">33</a>
<b><a href="#">15 mars : COBP .....</a></b>	<b><a href="#">34</a></b>
<a href="#">LA PRESSE : Couverture : Manif contre la brutalité policière : Du grabuge et des arrestations - Vendredi 16 mars 2007.....</a>	<a href="#">34</a>
<a href="#">LA PRESSE :Manifestation contre la brutalité policière : une quinzaine de personnes arrêtées - Vendredi 16 mars 2007.....</a>	<a href="#">34</a>
<a href="#">JOURNAL DE MONTRÉAL : Manif-Mars : Contre la brutalité policière - Vendredi 16 mars 2007.....</a>	<a href="#">35</a>
<a href="#">LCN : Manifestation contre la brutalité policière : Encore de la casse à Montréal - Mise à jour: vendredi 16 mars 2007, à 08:50.....</a>	<a href="#">36</a>
<a href="#">MÉTRO : Brutalité pour dénoncer la brutalité - Vendredi 16 mars 2007.....</a>	<a href="#">36</a>
<a href="#">THE GAZETTE: Cops keep cool in face of protesters: 15 arrested. Signs, window broken during march against police brutality - Friday, March 16, 2007.....</a>	<a href="#">38</a>
<a href="#">RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Manifestation contre la brutalité policière : Douze personnes arrêtées - Mise à jour le jeudi 15 mars 2007 à 22 h 39.....</a>	<a href="#">38</a>
<a href="#">CYBERPRESSE : Une manifestation anti-violence tourne mal - Le jeudi 15 mars 2007.....</a>	<a href="#">39</a>
<a href="#">LCN : Montréal : Manifestation contre la brutalité policière - Mise à jour: jeudi 15 mars 2007, à 17:24.....</a>	<a href="#">39</a>

## **CITATION de la semaine**

Le ministère de l'Éducation ne semble pas vouloir sévir, lui non plus.  
«S'ils manifestent contre le dégel, non, la loi 142 ne s'applique pas», a  
indiqué mercredi soir Marie-Claude Lavigne, porte-parole du ministre  
Jean-Marc Fournier.

29 mars 2007

LE DEVOIR : Caricature : So...so...so..., par Garnotte - Édition du vendredi 30 mars 2007



LE DEVOIR : 1ère page : Dans la rue pour la gratuité - Des étudiants brandissent le spectre d'une grève générale illimitée - Édition du vendredi 30 mars 2007



Photo: Pedro Ruiz

*Dans 16 cégeps et quelques facultés universitaires, plus de 40 000 étudiants étaient en grève l'espace d'une journée hier, ce qui leur a permis de se joindre aux manifestants.*

Marie-Andrée Chouinard

Le coeur névralgique et financier de Montréal a été envahi hier par plus de 1000 étudiants sympathiques aux revendications de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ). Sous un soleil printanier, les jeunes ont marché au nom de la gratuité scolaire, brandissant le spectre de la «grève générale illimitée». «On a peut-être l'air d'une gang d'utopistes, mais à voir le monde qu'il y a ici, je pense qu'on ne rêve pas en couleurs!», a lancé un étudiant à la foule réunie au square Victoria, non loin de la tour de la Bourse. «Il faut saisir nos instances, faire des actions! Il faut lancer un message clair au gouvernement que s'il ne nous écoute pas, c'est la grève générale illimitée!»

Sous les cris et les slogans bien connus des milieux étudiants -- «Sau-sau-sau, sauvons l'éducation!» --, les manifestants ont pacifiquement évolué dans le centre-ville, en pleine heure de pointe, suivant un itinéraire en apparence destiné à perturber la circulation dans le centre financier. «L'intérêt du gouvernement Charest, c'est l'argent, les banques qui nous entourent, c'est pas du tout nous autres!», a lancé un porte-parole.

Plutôt que des arrêts traditionnels aux bureaux des ministres importants, y compris celui du premier ministre Jean Charest, les étudiants ont cette fois-ci fait une pause devant un bureau d'avocats logé à la tour Ville-Marie (Lavery, de Billy) et un centre de recherche universitaire, le CIRANO.

Ils accusent le premier d'avoir produit un avis juridique pour le compte de la Fédération des cégeps limitant leur droit de manifester dans les cégeps. Ils s'insurgent contre le fait que le second ait récemment livré une étude validant l'idée de dégel des droits de scolarité à l'université.

Pendant que le Service de police de la ville de Montréal penchait pour une estimation chiffrée de 800 à 1000 personnes pour mesurer l'ampleur de la foule, les organisateurs de l'ASSÉ, eux, ont porté à 5000 le nombre de manifestants.

Dans 16 cégeps et quelques facultés universitaires, plus de 40 000 étudiants étaient en grève l'espace d'une journée, ce qui leur a permis de se joindre aux manifestants.

L'ASSÉ, souvent décrite comme une branche plus radicale comparativement aux deux fédérations étudiantes (FECQ

et FEUQ), avait convié les manifestants à s'opposer à la volonté de dégel des droits de scolarité «du gouvernement Charest-Dumont», comme ses porte-parole l'ont indiqué hier.

«Avec le gouvernement Charest qui vient d'être élu et avec un parti d'opposition encore plus à droite que lui, êtes-vous aussi inquiets que moi?», a demandé Geneviève Simon à la foule. «Les intérêts du gouvernement Charest sont ailleurs que dans l'éducation!», a ajouté l'étudiante, liée au collège Maisonneuve.

Indignée par l'idée d'un possible dégel des droits, prônée non seulement par les libéraux mais aussi par l'ADQ de Mario Dumont, l'ASSÉ revendique la «gratuité scolaire à tous les niveaux» ainsi qu'une augmentation des ressources en éducation postsecondaire. Elle souhaite également la création d'un système public de services de garde dans les établissements d'enseignement supérieur pour soutenir les étudiants parents.

«Ce n'est qu'un début, continuons le combat!», criaient les jeunes, qui portaient des dizaines de pancartes attaquant les politiques libérales. «Je ne suis pas une dépense, je suis un investissement», disait une affiche. «Tous en colère, pour la gratuité scolaire!», affirmait une autre, portée par une bande de clowns anti-droits de scolarité.

Deux syndicats d'enseignants de collège ont offert leur appui aux manifestants. La Fédération autonome du collégial (FAC) et la Fédération nationale des enseignants du Québec (FNÉEQ-CSN) ont applaudi à cette présence dans la rue, dénonçant au passage la loi C-43 sur les conditions de travail des employés du secteur public, laquelle restreint les perturbations syndicales.

«Bravo, parce que vous êtes le premier mouvement de résistance au nouveau gouvernement Charest-Dumont!», a lancé Ronald Cameron, président de la FNÉEQ. «À partir de maintenant, la pression va être au maximum. Mais vous avez raison et le droit de descendre dans la rue!»

Les véhicules des policiers étaient présents hier pour baliser le parcours des manifestants, mais à certaines intersections, ils étaient si peu nombreux que cela a donné lieu à un certain chaos, des voitures s'aventurant à travers les hordes d'étudiants. Seules quelques canettes de peinture ont été lancées sur des statues bordant le bureau du premier ministre Charest, angle McGill College et Sherbrooke.



Des centaines de collégiens et d'étudiants - 3000 selon les organisateurs - ont manifesté hier dans les rues de Montréal contre le projet de Jean Charest de dégeler les frais de scolarité.

*Photo Armand Trottier, La Presse*



PHOTO ARMAND TROTTIER, LA PRESSE ©

Des centaines de collégiens et d'étudiants - 3000 selon les organisateurs - ont manifesté hier dans les rues de Montréal contre le projet de Jean Charest de dégeler les droits de scolarité.

Émilie Côté

**Avec des partis au pouvoir et dans l'opposition officielle en faveur du dégel des droits de scolarité, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante compte se faire entendre au cours des prochains mois. Les membres pensent même déclencher une grève générale illimitée à l'automne. L'ASSE, qui représente 42 000 étudiants, exige la gratuité scolaire.**

Une manifestation était organisée au centre-ville de Montréal, hier après-midi. Une douzaine d'associations étaient en journée de grève, alors que trois étaient en levée de cours. Selon l'ASSE, 3000 personnes étaient présentes. Des collégiens de Sherbrooke, Drummondville, Trois-Rivières, Saint-Jérôme, de même que des étudiants de certaines facultés de l'Université de Sherbrooke, de l'Université Laval et de l'UQAM.

Hier matin, l'accès au Collège Maisonneuve et au cégep du Vieux Montréal était bloqué. Au Cégep de Sherbrooke, des collégiens ont empêché les professeurs et les membres de la direction d'entrer à l'intérieur, a expliqué à *La Presse* Annie-Martin Dubois. La cégépienne se bat davantage pour le gel des droits que pour la gratuité scolaire. «Il faut que l'éducation soit une priorité. Ce n'est pas parce que nous sommes jeunes que nous ne sommes pas engagés et solidaires.»

Pour Sébastien Sanson, étudiant en communication à l'UQAM, la gratuité scolaire est un «objectif vers lequel il faut tendre». Même si le Parti libéral et l'ADQ veulent hausser les droits de scolarité - gelés depuis 1994 - Sébastien Sanson n'aurait pas souhaité que le Parti

québécois soit au pouvoir. «Si des partis de centre droit continuent d'être au pouvoir, il y aura du grabuge au niveau social et ça va aider la gauche. Québec solidaire est un nouveau parti. Il doit encore se construire.» Selon l'étudiant de 25 ans, le parti de Françoise David et Amir Khadir a des «atomes crochus» avec le PQ. Il souhaite que des députés péquistes rejoignent Québec solidaire.

#### **Une grève générale illimitée?**

Si les droits de scolarité augmentent au cours des prochains mois, il pourrait y avoir une grève générale illimitée à l'automne, avertit l'ASSE. «Nous tiendrons un congrès le 7 avril, spécifiquement sur cette question», indique le porte-parole Jaouad Laaroussi. L'ASSE cite une étude de l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques qui chiffre à 550 millions la facture de la gratuité postsecondaire. «C'est clairement possible, c'est un choix politique», dit l'étudiant de 19 ans.

Hier, Ronald Cameron et Jean-Claude Drapeau, président respectif de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN) et de la Fédération autonome du collégial ont soutenu les étudiants. L'ASSE s'en réjouit. «Mais nous voudrions aussi l'appui de la population en général», indique Jaouad Laaroussi.

Les manifestants ont arpenté les rues du centre-ville durant plus de deux heures du square Victoria au parc Émilie-Gamelin. Outre quelques bouchons de circulation dans les environs des rues Peel, University et Sainte-Catherine, il n'y a pas eu d'incident majeur. Aucun manifestant n'a été arrêté.

---

## **LA PRESSE : Les élèves du secondaire suivent leurs aînés - Le vendredi 30 mars 2007**

---

Louise Leduc

**Rue Saint-Denis, hier, les gens affichaient un large sourire en regardant défiler de jeunes, de très jeunes manifestants de l'école secondaire Saint-Louis, dans le quartier Mile End.**

Ces élèves du secondaire n'avaient pas attendu la permission du directeur ni des professeurs pour désertier leur école pendant l'heure du midi. «De toute façon, nos professeurs avaient l'air d'accord», avançait Maude, qui est en deuxième secondaire. Tous n'avaient pas une compréhension parfaite des enjeux. Certains trouvaient indécent qu'on augmente les droits de scolarité aussi tôt qu'en quatrième ou cinquième secondaire. D'autres disaient qu'à leur avis, un semestre universitaire devait

coûter 4000 \$. Sur le fond, cependant, ils connaissaient la rhétorique. «Si on augmente les droits de scolarité, il y a des gens qui ne pourront pas aller à l'université et ça, ce n'est pas juste», tranchait Samuel, 12 ans.

«Ils n'arrêtent pas de dire qu'il manque de médecins, alors pourquoi vouloir hausser les frais de scolarité?» demandait Marie-Ève.

En tout cas, Myriam, de son côté, avait hâte d'arriver à la hauteur du cégep du Vieux-Montréal. «Avec eux, ça va être du sérieux, ils auront plus de slogans, plus de pancartes.»

En attendant, les élèves de l'école Saint-Louis se contentaient, en descendant Saint-Denis, de crier en chœur : «Charest, salaud, le peuple aura ta peau.»

# La capitale isolée

Pierre-André Normandin

pnormandin@lesoleil.com

L'isolement des associations étudiantes de Québec dans le mouvement national inquiète à la veille d'un déterminant combat sur les droits de scolarité. La capitale semble faire bande à part alors que le gouvernement libéral et l'opposition adéquate préparent tous deux un dégel.

Alors que les principaux mouvements étudiants québécois ont organisé chacun leur journée de manifestations hier et jeudi dernier, les associations de Québec ont tenu leur propre marche, le 21 mars. Bref, les étudiants ont tenu trois manifestations en un peu plus d'une semaine pour dénoncer un même problème !

« Pour les prochaines semaines, je pense que les étudiants vont devoir travailler à une certaine unité », constate Christian Bélair, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). L'organisation qui a vu la Confédération des associations d'étudiants et étudiantes de l'Université Laval (CADEUL) claquer la porte en novembre 2005 ne compte plus que les étudiants de l'École nationale d'administration publique (ENAP) et du campus de Lévis de l'Université du Québec à Rimouski dans la région.

De son côté, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) ne représente plus aucune association dans la capitale depuis plusieurs années déjà. « On a des liens avec certains cégeps (de la capitale), mais il ne semble pas y avoir de volonté à joindre le mouvement national », indique François Laliberté-Auger, vice-président de la FECQ.

« Québec est une zone assez indépendante », constate Jnoand Laaroussi, porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE). Fer de lance de la grève générale au printemps 2005, l'organisation nationale tente de convaincre des associations de Québec de joindre ses rangs. Pour l'instant, seuls les départements d'histoire et d'anthropologie de l'Université Laval proposeront à leurs membres de faire le saut.

Et encore, l'adhésion ne garantit pas la participation. Seul membre dans la capitale de l'ASSE, l'association du Cégep F.-X.-Garneau a massivement refusé (80 %) de joindre la grève d'hier. À peine une vingtaine de cégepiens ont ainsi fait le voyage à Montréal afin de manifester pour la gratuité scolaire. Même participation timide à la marche du 22 mars dans les rues de la métropole afin de réclamer le gel des droits de scolarité aux côtés des deux fédérations étudiantes.

## FRONT RÉGIONAL

Indépendantes pour la plupart des organisations nationales, les associations étudiantes de Québec ont préféré s'organiser autour d'un front régional. La coalition qui regroupe la quasi-totalité des établissements postsecondaires de la capitale a ainsi attiré 250 manifestants le 21 mars pour dénoncer un éventuel dégel.

« On sentait qu'on pouvait mieux représenter nos membres en étant indépendants des mouvements nationaux », explique la présidente de la CADEUL, Karine Millaire.

L'issue de la dernière grève générale du printemps 2005 semble avoir laissé de profondes divisions dans le mouvement étudiant. Plusieurs associations ont quitté la FEUQ, insatisfaites de l'entente avec le gouvernement. Et, plus radicale, l'ASSE a mal digéré de voir sa rivale s'approprier le crédit pour un mouvement qu'elle avait entrepris.

« L'idéal serait de laisser tomber les bannières, reconnaît Alexandre Ranger, porte-parole du Front régional des associations étudiantes de Québec. Avec le contexte politique, il va falloir que les étudiants s'unissent. »

# ADQ et PLQ pour le dégel

**Michel Corbeil**  
mcorbeil@lesoleil.com

**Simon Boivin**  
sboivin@lesoleil.com

**Les leaders étudiants sont mieux de s'y faire. Le gouvernement minoritaire libéral et l'opposition officielle adéquate s'entendent sur un dégel des droits de scolarité, un dégel qui faisait partie de leurs promesses électorales.**

Hier, il n'a pas été possible d'interroger Jean Charest à ce sujet. Mais son entourage est formel : le Parti libéral du Québec a promis de majorer les frais d'inscription de 50 \$ par session chaque année, pour accéder à l'université; ce sera chose faite dans les prochains mois.

« Le PLQ a proposé un programme », a expliqué au *Soleil* Hugo D'Amours, l'attaché de presse du chef libéral. « M. Charest a été élu. Le gouvernement proposera de réaliser » des engagements, dont celui-ci, qui rejoint une des positions défendues par l'Action démocratique du Québec.

Le porte-parole ne s'est pas avancé sur le moment exact où se produira le dégel. M. D'Amours a rappelé que le nom du titulaire du ministère de l'Éducation n'est pas

encore connu. « Avant ça, il n'y aura pas de commentaire. »

Il est possible que la décision ne soit pas prise durant la session qui débutera dans quelques semaines, a-t-il convenu. « Mais ce ne sera pas dans la quatrième année du mandat, a-t-il poursuivi, mi-sérieux. Nous avons pris un engagement. C'est toujours la volonté du gouvernement. »

#### RAISONNABLE, SELON L'ADQ

Ce n'est pas le chef de l'opposition officielle, Mario Dumont, qui se dressera sur la route du gouvernement Charest dans ce dossier. Depuis quelques élections déjà, l'ADQ suggère que les étudiants paient plus pour s'éduquer.

« On pense que c'est une chose fort raisonnable à faire de dégel-ler les frais de scolarité, fort res-

ponsable, a souligné le leader de l'ADQ. On doit financer nos institutions d'enseignement supérieur davantage collectivement, mais les étudiants doivent aussi y participer. »

Toutefois, en campagne, M. Dumont s'est engagé à limiter les augmentations à la hausse du coût de la vie. Ce que le plan libéral propose lui apparaît un peu élevé. « Évidemment, ce n'est pas démesuré par rapport à (la hausse du coût de la vie), mais je pense que ça pourrait être moins. La priorité pour nous, c'est que ça n'augmente pas trop vite et que les étudiants les plus démunis soient compensés par des bourses. »

Le chef adéquate veut attendre de voir ce qui lui sera proposé par le gouvernement Charest avant de dire s'il cherchera à négocier une diminution des hausses.

Selon lui, la position du Parti québécois sur le gel a été « très dure à tenir » parce que « la vérité finissait par émerger de ses propres rangs tant ce dossier-là est passé dû ». « C'est une position qui a senti l'opportunisme électoral à plein nez et j'invite l'opposition officielle (sic) à se raviser », a lancé Mario Dumont.



Jean Charest a promis en campagne électorale de majorer les frais d'inscription de 50 \$ par session chaque année, pour accéder à l'université. — PHOTO FC



Depuis quelques élections déjà, Mario Dumont suggère que les étudiants paient plus pour s'éduquer. — PHOTO LE SOLEIL, JEAN-MARIE VILLENEUVE





Plus de 5000 jeunes ont marché au nom de la gratuité scolaire, brandissant le spectre de la «grève générale illimitée».

# Montréal envahie par les étudiants



Sous les cris et les slogans bien connus des milieux étudiants — «Sau-sau-sau, sauvons l'éducation!» —, les manifestants ont pacifiquement évolué dans le centre-ville de la métropole. — PHOTO PC

Presse canadienne

**MONTRÉAL** — Le cœur névralgique et financier de Montréal a été envahi hier par plus de 1500 étudiants sympathiques aux revendications de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE).  
Sous un soleil printanier, les jeunes ont marché au nom de la gratuité scolaire, brandissant le spectre de la «grève générale illimitée».  
«On a peut-être l'air d'une gang d'utopistes, mais à voir le monde qu'il y a ici, je pense qu'on ne rêve pas en couleurs! a lancé un étudiant à la foule réunie au square Victoria, non loin de la tour de la Bourse. Il faut saisir nos instances, faire des actions! Il faut lancer un message clair au gouvernement que s'il ne nous écoute pas, c'est la grève générale illimitée!»  
Sous les cris et les slogans bien connus des milieux étudiants — «Sau-sau-sau, sauvons l'éducation!» —, les manifestants ont

pacifiquement évolué dans le centre-ville, en pleine heure de pointe, suivant un itinéraire en apparence destiné à perturber la circulation dans le centre financier.  
«L'intérêt du gouvernement Charest, c'est l'argent, les banques qui nous entourent, c'est pas du tout nous autres!» a lancé un porte-parole.  
Plutôt que des arrêts traditionnels aux bureaux des ministres importants, y compris celui du premier ministre Jean Charest, les étudiants ont cette fois-ci fait une pause devant un bureau d'avocats logé dans la tour Ville-Marie et un centre de recherche universitaire.  
Ils accusent le premier d'avoir produit un avis juridique pour le compte de la Fédération des cégeps limitant leur droit de manifester dans les cégeps. Ils s'insurgent contre le fait que le second ait récemment livré une étude validant l'idée de dégel des droits de scolarité à l'université.  
Pendant que la police de Montréal penchait pour une estimation de 800 à 1000 personnes pour

mesurer l'ampleur de la foule, les organisateurs de l'ASSE, eux, ont porté à 5000 le nombre de manifestants.  
**GRÈVE D'UN JOUR**  
Dans 16 cégeps et quelques facultés universitaires, plus de 40 000 étudiants étaient en grève l'espace d'une journée, ce qui leur a permis de joindre les manifestants. L'ASSE, souvent décrite comme une branche plus radicale comparativement aux deux fédérations étudiantes (FECQ et FRUQ), avait convié les manifestants à s'opposer à la volonté de dégel des droits de scolarité «du gouvernement Charest-Dumont», comme ses porte-parole l'ont indiqué hier.  
Indignée par l'idée d'un possible dégel des droits, prônée non seulement par les libéraux mais aussi par l'ADQ de Mario Dumont, l'ASSE revendique la «gratuité scolaire à tous les niveaux» ainsi qu'une augmentation des ressources en éducation postsecondaire. Elle souhaite également la

création d'un système public de services de garde dans les établissements d'enseignement supérieur pour soutenir les étudiants parents.  
Deux syndicats d'enseignants de collège ont offert leur appui aux manifestants. La Fédération autonome du collégial (FAC) et la Fédération nationale des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN) ont applaudi cette présence dans la rue, dénonçant au passage la loi C-43 sur les conditions de travail des employés du secteur public, laquelle restreint les perturbations syndicales.  
Les véhicules des policiers étaient présents hier pour baliser le parcours des manifestants, mais à certaines intersections, ils étaient si peu nombreux que cela a donné lieu à un certain chaos. Des voitures s'aventuraient à travers les hordes d'étudiants. Seules quelques canettes de peinture ont été lancées sur des statues bordant le bureau du premier ministre Charest, angle McGill College et Sherbrooke.



Sous les cris et les slogans bien connus des milieux étudiants — « Sau-sau-sau, sauons l'éducation ! » —, les manifestants ont pacifiquement évolué dans le centre-ville de la métropole. — PHOTO PC

**24 HEURES: Contre le dégel des frais de scolarité – Vendredi 30 mars 2007**



— photo: Rogério Barboza

**Contre le dégel des frais de scolarité**

Environ 1 500 étudiants des cégeps et universités du Québec se sont réunis, hier après-midi, au Square Victoria, pour manifester contre le dégel des frais de scolarité prévus par les libéraux de Jean Charest. Dans son programme électoral, le PQ a prévu un dégel des frais de scolarité de 50 \$ par session jus-

qu'en 2012. L'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante veut remettre sur la table le principe de la gratuité scolaire comme projet de société. Hier matin, des étudiants ont bloqué l'accès au Collège Maisonneuve et au cégep du Vieux-Montréal pour ainsi forcer l'annulation des cours. (JGG)

**MÉTRO: Photo: Manif: «Nous ne sommes pas clients, nous sommes étudiants!» - Vendredi 30 mars 2007**

Manif «**Nous ne sommes pas clients, nous sommes étudiants!**»



Plus de 1 000 étudiants ont manifesté hier pour demander la gratuité scolaire, alors que le premier ministre Jean Charest pourrait annoncer la fin du gel des droits de scolarité lors du dépôt du prochain budget. Si tel était le cas, une grève générale illimitée pourrait être déclenchée cet automne.



PHOTO D'ARCHIVES  
**Robert Lacroix juge que c'est « suicidaire » de maintenir les frais de scolarité à leur niveau actuel.**

« Il faut multiplier par six les frais de scolarité » – Robert Lacroix

**JEAN-PHILIPPE PINEAULT**  
 Le gouvernement est carrément « suicidaire » s'il ne multiplie pas par six les frais de scolarité actuelle, pense un expert.  
 « On doit absolument rejoindre la moyenne canadienne, sinon ce sont les diplômés québécois qui vont perdre de leur valeur », fait valoir Robert Lacroix, ex-recteur à l'Université de Montréal.

Selon ce dernier, c'est un véritable scénario catastrophe qui attend le réseau de l'éducation postsecondaire si les étudiants ne continuent pas d'être dévalorisés.  
 « La situation va se détériorer de plus en plus dans les universités. Ceux qui vont avoir les moyens vont aller étudier ailleurs qu'au Québec », affirme le chercheur du Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations.

**Les étudiants se ferment les yeux**

L'ancien grand patron de l'Université de Montréal est d'avis que ce sont les étudiants qui sont les grands perdants avec un gel des frais de scolarité.  
 « Ils se ferment les yeux sur le problème. C'est la qualité de leur formation qui en souffre », dit-il.

À ce chapitre, M. Lacroix souligne que le sous-financement des universités a entraîné l'embauche de professeurs, des classes plus populaires, des bibliothèques dégratées et la dégradation des immeubles.

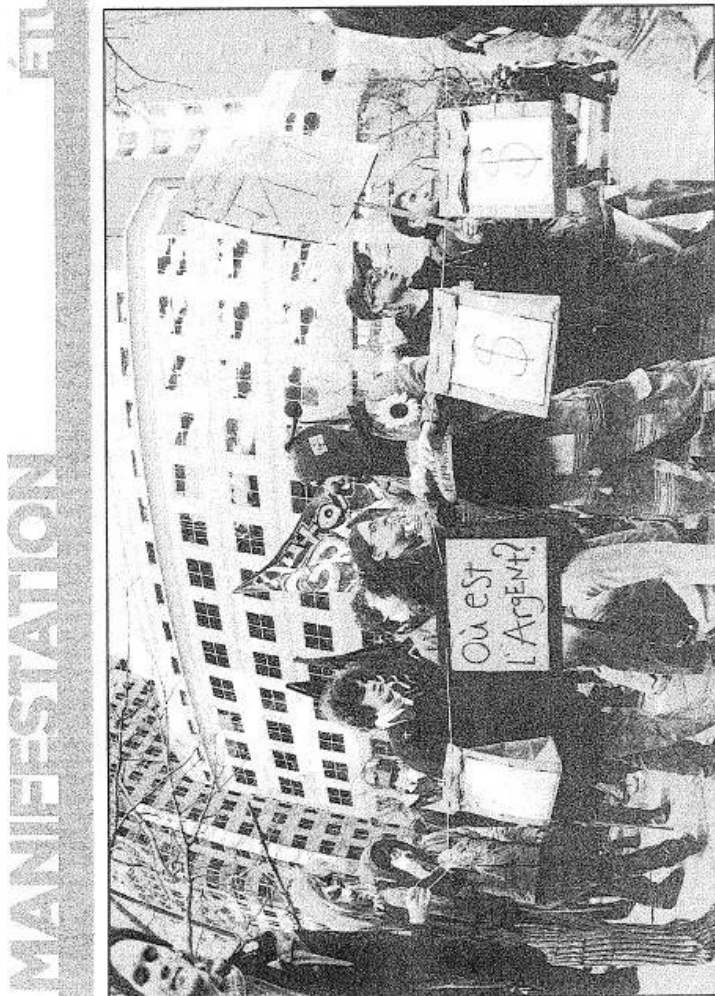


PHOTO BENOÎT PELOUSE  
**Plusieurs milliers d'étudiants ont pris les rues d'assaut hier pour s'opposer à un éventuel dégel des frais de scolarité et réclamer la gratuité scolaire à tous les niveaux. En réaction à la réélection des libéraux et à l'arrivée de l'ADQ comme opposition officielle, les manifestants ont scandé que « la paix sociale est maintenant terminée », puisque ces partis tentent de dégelier les frais.**

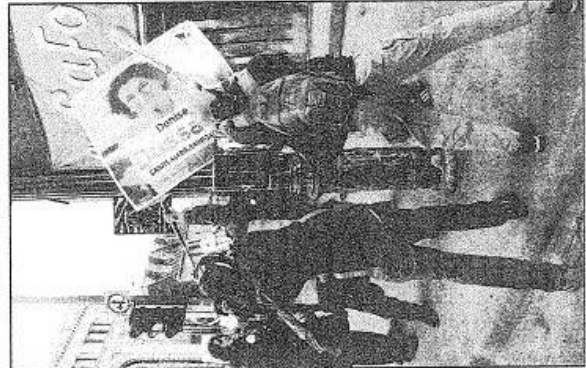


PHOTO BENOÎT PELOUSE  
**Les pancartes électorales de tous les partis ont subi un mauvais sort sur le chemin des manifestants. Les policiers n'ont procédé à aucune arrestation. Quelques ballons de peinture ont endommagé le mobilier urbain, mais les autorités ont rapidement nettoyé les dégâts.**

MANIFESTATION

FRAIS DE SCOLARITÉ  
**Québec va mettre fin à la gratuité**

posent évidemment au souhait des deux principaux partis de faire passer la gratuité scolaire à tous les niveaux. Mais c'est plus idéologique qu'autre chose. Ce n'est pas en gelant le problème du déficit », dit Christian Bélaïr, président de la FEUQ.  
 L'Association pour une Solidarité, qui tenait hier une manifestation dans les rues de Montréal, va encore plus loin. Ses membres réclament rien de moins que la gratuité scolaire.

**Étudiants dissidents**

Ce n'est pas l'ensemble des regroupements étudiants qui refuse d'ouvrir le débat sur les frais de scolarité.  
 L'Association étudiante de l'École des sciences de la gestion de l'UQAM (AEESG) est d'avis que le dégel est non seulement « important » mais « nécessaire ».  
 « Les étudiants doivent faire leur part », juge la présidente de l'AEESG, Stéphanie Gibeau.  
 « Avec le gel des frais de scolarité, on assiste à une dégradation de la qualité de l'enseignement et ça, c'est inacceptable », dit-elle.

Même s'ils défont bec et ongles le gel des frais de scolarité, les étudiants devront se faire à l'idée : ce n'est qu'une question de temps avant que le gouvernement vienne piger plus d'argent dans leurs poches.

**JEAN-PHILIPPE PINEAULT**  
 Le Journal de Montréal

Le nouveau gouvernement libéral et par l'ADQ, se sont entendus sur le sujet de campagne électorale. Le gel des frais de scolarité doit prendre fin.

Dans sa plateforme électorale sur laquelle il s'est fait engagé à baisser la note des étudiants d'environ 100 \$ par année. Quant au parti de Mario Dumont, ce dernier a promis de redresser le financement des institutions d'enseignement postsecondaire, y compris la contribution des étudiants. L'ADQ n'a toutefois pas chiffré le montant supplémentaire que devraient déboursier les étudiants.

**La gratuité scolaire**

Plusieurs organisations étudiantes s'op-

---

**THE GAZETTE : Students take free-tuition demand to streets: Protesters denounce Charest, Dumont - Friday, March 30, 2007**

---



*Restaurant workers take a break to watch as protesters march by on Cathcart St. yesterday to demand free university tuition. Most of the demonstrators came from local CEGEPs.*

*Photograph by : JOHN KENNEY, THE GAZETTE*

IRWIN BLOCK, The Gazette

Thousands of students, most of them from local CEGEPs, boycotted classes yesterday and marched through downtown to press their call to eliminate university tuition fees.

The protest was organized by the Association pour une solidarite syndicale etudiante, which represents student associations whose memberships total 47,000 college and university students across Quebec.

While some students estimated the crowd at 5,000, they had no way of knowing the exact number. Montreal police, who followed the marchers closely, would not give a crowd estimate.

Despite the main chant - "Assez, c'est assez, la paix sociale est terminee" ("Enough is enough, the era of social peace is over") - there was no violence during the 21/2-hour protest.

The marchers denounced Premier Jean Charest and the Liberal government's commitment to end the 13-year freeze on university tuition fees. They also decried Action

democratique du Quebec leader Mario Dumont, who wants to raise tuition levels.

University tuition in Quebec, which averages \$1,668 a year, is the lowest in Canada. The Liberal government is committed to increasing tuition by \$100 a year over the next five years.

A spot check indicated students boycotted classes at St. Laurent, Vieux Montreal and Marie-Victorin CEGEPs, College de Maisonneuve, and in the letters and humanities faculty of the Universite de Sherbrooke.

But only a handful at the Universite du Quebec a Montreal obeyed the boycott call, and classes went ahead in the usually radical humanities and political science departments, UQAM official Francine Jacques said.

The association was founded in 2001 to push a more radical line than the two mainstream student associations in Quebec. It also wants improved services on campuses, and daycare to accommodate students who have children and work.

**RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Manifestation étudiante : Circulation perturbée au centre-ville - Mise à jour le jeudi 29 mars 2007 à 17 h 05**

<p>Plus d'info Audio et Vidéo <a href="#">Jacques Bissonnet fait un retour sur la manifestation étudiante.</a> <a href="#">Bruno Coulombe s'est rendu au Cégep du Vieux-Montréal.</a> <a href="#">Désautels: Les étudiants de Cégeps et Universités, membres de l'ASSÉ, manifestent à Montréal pour réclamer la gratuité scolaire. Entrevue avec Jaouad Laroussi.</a> <a href="#">Michel Viens s'entretient avec Jaouad Laaroussi, porte-porte de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante, au sujet de la manifestation prévue.</a></p> <p>Le débrayage de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) culmine par une marche dans les rues de Montréal. Partis du Square Victoria, quelque 1000 étudiants se sont rendus au parc Émilie-Gamelin près de l'Université du Québec à Montréal.</p> <p>La manifestation, qui s'est mis en branle vers 15 h 00, a perturbé la circulation automobile.</p> <p>Des étudiants ont bloqué l'accès au Cégep du Vieux-Montréal, en matinée, après avoir occupé des locaux de</p>	<p>l'établissement la nuit dernière. Ils ont ainsi forcé l'annulation des cours pour protester contre le dégel des droits de scolarité prévu au programme du Parti libéral du Québec (PLQ) élu lors de l'élection de lundi dernier.</p> <p>Ces actions estudiantines constituent les premiers contrecoups de l'élection du PLQ, dans un gouvernement minoritaire, avec l'Action démocratique du Québec (ADQ) comme opposition officielle. Ces deux partis prônent l'augmentation des frais de scolarité.</p> <p>Il s'agit d'un coup de semonce des milieux étudiants puisqu'une mobilisation générale n'est pas prévue avant le dépôt du prochain budget du gouvernement provincial.</p> <p>Une éventuelle action d'envergure s'effectuerait, au plus tôt, à l'automne.</p> <p>La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et sa consœur du collégial (FECQ) estiment qu'il faut maintenir le gel des droits de scolarité. Elles soutiennent que le dégel des frais de scolarité ne représente pas une solution au sous-financement des universités et que d'autres solutions sont envisageables.</p> <p>La semaine dernière, une douzaine de cégeps affiliés de la FECQ ont débrayé.</p>
--	--

**LCN : Frais de scolarité : Des milliers d'étudiants manifestent - Mise à jour: jeudi 29 mars 2007, à 16:03**

<p>Une importante manifestation d'étudiants s'est déroulée au centre-ville de Montréal.</p> <p>Entre 2000 et 3000 universitaires et de cégepiens se sont d'abord rassemblés au square Victoria pour manifester contre le dégel des droits de scolarité. Les étudiants ont terminé leur trajet au parc Émilie-Gamelin.</p> <p>Seuls quelques méfaits ont été commis. Des balles de peinture ont été lancées contre une banque et un commerce, et une poubelle a pris feu.</p>	<p>Le dégel, soutenu tant par le gouvernement libéral que par l'opposition adéquiste, inquiète les étudiants qui favorisent la gratuité.</p> <p>En tout, 46 000 étudiants ont été invités à s'absenter de leurs cours pour prendre part à la manifestation: 15 000 des universités et 30 000 des cégeps.</p>
--	--

**RADIO-CANADA / POLITIQUE : Droits de scolarité : La gratuité plutôt que le dégel - Mise à jour le jeudi 29 mars 2007 à 15 h 07**

<p>Plus d'info Audio et Vidéo <a href="#">Jacques Bissonnet fait un retour sur la manifestation étudiante.</a> <a href="#">Bruno Coulombe s'est rendu au Cégep du Vieux-Montréal.</a> <a href="#">Désautels: Les étudiants de Cégeps et Universités, membres de l'ASSÉ, manifestent à Montréal pour réclamer la gratuité scolaire. Entrevue avec Jaouad Laroussi.</a> <a href="#">Michel Viens s'entretient avec Jaouad Laaroussi, porte-porte de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante, au sujet de la manifestation prévue.</a></p> <p>Les associations étudiantes du Québec continuent de fourbir leurs armes en prévision d'un éventuel dégel des droits de scolarité que pourrait adopter le nouveau gouvernement minoritaire de Jean Charest.</p> <p>L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE), qui représente quelque 42 000 étudiants, a tenu</p>	<p>une journée de débrayage jeudi pour réclamer la gratuité complète des études postsecondaires.</p> <p>Partis du Square Victoria, quelque 1500 étudiants se sont rendus au parc Émilie-Gamelin près de l'Université du Québec à Montréal. Des étudiants d'une quinzaine d'associations étudiantes, dont celles du Collège de Maisonneuve et des cégeps du Vieux-Montréal de Trois-Rivières, de Sherbrooke et de la Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke, ont participé à la manifestation.</p> <p>« C'est pour revendiquer un droit fondamental, qui est l'éducation. On pense que l'éducation, c'est un droit, pas un privilège. Et si c'est un droit, ça devrait être gratuit », résume une porte-parole de l'association des étudiants du Collège de Maisonneuve, Geneviève Simon.</p> <p>Jeudi matin, des étudiants ont bloqué l'accès au Collège Maisonneuve et au Cégep du Vieux-Montréal. À ce dernier endroit, une occupation des locaux a aussi été organisée dans la nuit de mercredi à jeudi.</p>
--	---



Le Cégep de Sherbrooke et le Collège de Maisonneuve ont accepté en début de matinée de suspendre les cours pour la journée.

Le directeur du Collège, Pierre Harrison, ne cache pas qu'il appuie les revendications des étudiants. « Ce qu'il faut défendre, c'est l'accessibilité de l'ensemble des jeunes du Québec aux collèges et aux universités. Il faut le garantir. Et à ce titre là, si c'est ça la revendication, l'accessibilité, ils ont raison », affirme-t-il.

Le président du syndicat des enseignants du Collège, Guy Champagne, se montre lui aussi conciliant. « On considère que les étudiants exercent un droit démocratique: celui de manifester. Moi, je ne peux pas m'opposer à ça. »

La semaine dernière, deux autres associations étudiantes, soit la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ),

ont également manifesté. Ces deux regroupements sont en faveur d'un maintien du gel des droits de scolarité.

L'idée de tenir une grève générale semble toutefois écartée ce printemps. La FECQ et la FEUQ préfèrent attendre de voir ce que proposera le nouveau gouvernement Charest.

L'ASSE considère cependant l'organisation d'un débrayage général l'automne prochain. Un congrès visant à planifier cette grève est d'ailleurs prévu le samedi 7 avril.

Le Parti libéral du Québec et l'Action démocratique du Québec, qui occupent ensemble 89 des 125 sièges de l'Assemblée nationale, préconisent une hausse des droits de scolarité, qui sont gelés depuis 1994. Dans le programme du PLQ, il est prévu un dégel des frais de scolarité de 50 \$ par session jusqu'en 2012, ce qui les porterait à 2168 \$ par an.

## **RADIO\_CANADA / POLITIQUE : Droits de scolarité : La gratuité plutôt que le dégel - Mise à jour le jeudi 29 mars 2007 à 11 h 14**

Plus d'info

[Audio et Vidéo](#)

[Bruno Coulombe fait part de la mobilisation des étudiants.](#)

[Michel Viens s'entretient avec Jaouad Laaroussi, porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante, au sujet de la manifestation prévue.](#)

[Caroline Belley se trouve devant le Cégep du Vieux-Montréal où les étudiants ont commencé à manifester et à bloquer les portes.](#)

Les associations étudiantes du Québec continuent de fourbir leurs armes en prévision d'un éventuel dégel des droits de scolarité que pourrait adopter le nouveau gouvernement minoritaire de Jean Charest.

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE), qui représente quelque 42 000 étudiants, tient une journée de débrayage jeudi. Ce groupe, réputé radical, préconise au contraire la gratuité complète des études postsecondaires.

Le Parti libéral du Québec et l'Action démocratique du Québec, qui occupent ensemble 99 des 125 sièges de l'Assemblée nationale, préconisent plutôt une hausse des droits de scolarité, qui sont gelés depuis 1994.

Le débrayage de l'ASSE culminera par une marche dans les rues de Montréal. La manifestation se mettra en branle vers 14 h 30, au Square Victoria. Le trajet qu'emprunteront les manifestants n'a pas été dévoilé.

« C'est pour revendiquer un droit fondamental, qui est l'éducation. On pense que l'éducation, c'est un droit, pas un privilège. Et si c'est un droit, ça devrait être gratuit », résume une porte-parole de l'association des étudiants du Collège de Maisonneuve, Geneviève Simon.

Des étudiants membres d'une quinzaine d'associations étudiantes, dont celles du Collège de Maisonneuve, et des cégeps du Vieux-Montréal de Trois-Rivières, de Sherbrooke et de la Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke, doivent participer à la manifestation.

Jeudi matin, des étudiants ont bloqué l'accès au Collège Maisonneuve et au cégep du Vieux-Montréal. À ce dernier endroit, une occupation des locaux a aussi été organisée dans la nuit de mercredi à jeudi.

Le Collège de Maisonneuve a accepté en début de matinée de suspendre les cours pour la journée. Son directeur, Pierre Harrison, ne cache pas qu'il appuie les revendications des étudiants.

« Ce qu'il faut défendre, c'est l'accessibilité de l'ensemble des jeunes du Québec aux collèges et aux universités. Il faut le garantir. Et à ce titre là, si c'est ça la revendication, l'accessibilité, ils ont raison », affirme-t-il.

La semaine dernière, deux autres associations étudiantes, soit la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) ont également manifesté. Ces deux regroupements se disent en faveur d'un maintien du gel des droits de scolarité.

L'idée de tenir une grève générale semble toutefois écartée ce printemps. La FECQ et la FEUQ préfèrent attendre de voir ce que proposera le nouveau gouvernement Charest.

L'ASSE considère cependant l'organisation d'un débrayage général l'automne prochain. Un congrès visant à planifier cette grève est d'ailleurs prévu le samedi 7 avril.

Dans le programme du Parti libéral du Québec, il est prévu un dégel des frais de scolarité de 50 \$ par session jusqu'en 2012, ce qui les porterait à 2168 \$ par an.

## **LE DEVOIR : En grève pour la gratuité - Édition du jeudi 29 mars 2007**

[Marie-Andrée Chouinard](#)

Le dégel des droits de scolarité, soutenu tant par le gouvernement libéral minoritaire que par l'opposition adéquate, est inacceptable, rappellent les étudiants, qui descendront aujourd'hui dans la rue pour rappeler que « la seule option acceptable, c'est la gratuité ».

Près d'une quinzaine d'associations étudiantes majoritairement associées à l'ASSE (Association pour une solidarité syndicale étudiante) ont accepté l'idée d'une levée de cours d'une journée. Selon les chiffres du groupe, environ 46 000 étudiants -- 15 000 des universités, 30 000 des cégeps -- ne se présenteront donc pas en classe aujourd'hui.

On ne sait pas combien d'entre eux répondront à l'appel de l'ASSE et se rallieront au square Victoria, à Montréal, pour une manifestation «remplie d'actions-surprises et symboliques», comme l'a rappelé hier la porte-parole Evelyne-Élise Paquette. La manifestation, qui démarre en milieu d'après-midi, sera pacifique, «car nous avons invité parents et enfants à se joindre à nous», a-t-elle ajouté.

L'ASSE, qui milite depuis sa création pour la gratuité scolaire, profite de l'arrivée de ce gouvernement minoritaire libéral et d'une opposition fortement adéquate pour marteler son message. En campagne, les deux partis se sont montrés favorables à un dégel des droits de scolarité, les libéraux en ayant fait une proposition formelle, à raison de 50 \$ par session; les adéquistes ont ouvert quant à eux la porte à une indexation des droits, actuellement gelés au même niveau depuis 1994.

Le brasse-camarade politique des derniers jours a aussi fourni l'occasion hier à la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et à la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) de partager leurs «grandes inquiétudes» face au sort réservé à l'éducation dans la formation politique actuelle.

«La composition libérale minoritaire et l'opposition adéquate créent beaucoup d'incertitude», a indiqué hier Étienne Hudon-Gagnon, président de la FECQ, qui précise que le «printemps sera un test» pour les trois partis installés à l'Assemblée nationale. Outre les droits de scolarité, les prêts et bourses et le réinvestissement attendu en éducation postsecondaire sont des éléments d'inquiétude pour les fédérations.

«Nous nous plaçons en mode représentation, en allant dans les comtés rencontrer les élus, particulièrement de l'ADQ», a affirmé Christian Bélair, président de la FEUQ. «Un budget doit être adopté prochainement, et aucun de ces deux partis ne nous a convaincus de sa vision de l'éducation.»

La situation inédite, pour le Québec, d'un gouvernement minoritaire pourrait «jouer en notre faveur», croit toutefois M. Bélair. Les étudiants de la FECQ et la FEUQ avaient choisi de mobiliser les troupes la semaine dernière, avant le jour du scrutin.

La Fédération des cégeps a rappelé de son côté que les levées de cours ne doivent pas «entraver l'accès au collège ni modifier ses opérations normales», comme l'a indiqué Caroline Tessier, directrice des communications de cette fédération. La loi C-43 (Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public) oblige les directions de collège à veiller au grain, mais dans certains groupes étudiants cette vigilance indispose.

«Des directions de collège ont indiqué qu'elles allaient utiliser un imposant dispositif de sécurité», déplore-t-on à l'ASSE. La lecture juridique de la loi, qui indique que «nul ne peut» entraver l'accès à un collège sous peine d'amendes, fait dire en revanche à la Fédération des cégeps que les étudiants sont visés par la loi et peuvent en effet se voir imposer une peine financière si cet article est bafoué.

«Les étudiants ont tout à fait le droit de manifester pacifiquement, mais les gestionnaires, en revanche, sont soumis aux termes de la loi C-43, qu'ils doivent faire respecter», rappelle Mme Tessier.

## MÉTRO : 1ère page : Grève étudiante d'un jour contre le dégel – Jeudi 29 mars 2008

# Grève étudiante d'un jour contre le dégel

MATHIAS MARCHAL  
marchalm@metronouvelles.com

**Le nouveau gouvernement en faveur du dégel**  
Les chefs libéral et adéquiste, Jean Charest et Mario Dumont, s'étant tous deux prononcés pour le dégel des droits de scolarité, les associations étudiantes craignent de voir les coûts augmenter. «Pourtant, c'est faux de croire que le dégel des frais de scolarité va résoudre le problème de financement dans les universités», pense Christian Bélair, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). Selon lui, la hausse prévue dans les programmes du PLQ et de l'ADQ ne rapporterait que de 10 M\$ à 15 M\$, alors que le sous-financement des universités est de 375 M\$. «Il faudrait mieux aller puiser dans les sommes supplémentaires promises par le gouvernement fédéral avant d'aller puiser dans la poche des étudiants», clame-t-il.

### Sans la FEUQ

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) ne participe pas au mouvement de grève d'aujourd'hui, mais dit poursuivre la mobilisation contre le dégel.

**ÉDUCATION.** Le mouvement étudiant continue de donner de la voix. Aujourd'hui, des étudiants en grève manifesteront au centre-ville pour la gratuité scolaire et contre le dégel des droits de scolarité. Derrière cette manifestation : l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE), qui regroupe des étudiants des cégeps et des universités. La manifestation partira à 14 h 30 du square Victoria. «Ce sera aussi l'occasion de demander l'installation d'un système de garderies adaptées aux contraintes des étudiants, mais on demande aussi une amélioration des services offerts, par exemple dans les bibliothèques», lance Evelyne-Élise Paquette, porte-parole de l'ASSE.

## THE GAZETTE : Students to protest today as tuition hike looms: Liberals, ADQ on similar wave lengths - Thursday, March 29, 2007

IRWIN BLOCK, The Gazette



A demonstration is set for today in Montreal by student groups warning that if the federal tuition hike is not lifted, they will not sit idly by while the new minority government lifts the tuition freeze that has been in effect for 13 years. Students will be "consulted and mobilized" this fall to ensure their voice is heard, Etienne Hudon-Gagnon, president of the Federation etudiante collegiale du Quebec, said in a joint statement with Christian Belair, president of the Federation etudiante universitaire du Quebec. "Students will not hand over a blank cheque to those elected on the pretext of instability and a supposed mandate from voters," they said. Premier Jean Charest went into the election campaign committed to boosting university tuition by \$50 per session over five years, or a total of \$500 by 2012. The opposition Parti Quebecois opposed lifting the tuition freeze, which has resulted in average tuition here of \$1,668 - the lowest in Canada. With the PQ now in third place, the Liberals are poised to work with the Action democratique du Quebec, which also believes in higher tuition fees. The ADQ program calls for "correcting" the financing of post-secondary education.

Eric Caire, elected for the ADQ in the suburban Quebec City riding of La Peltrie, said in a phone interview that fees were never really frozen, because universities (and CEGEPS) impose ancillary fees for specific services. ADQ policy is to end the freeze, ban ancillary fees, and support fee hikes that are no higher than the increase in the cost of living. This would not be retroactive, said Caire, who has been following education policy. "This hike would be tied to an increase in bursaries for needy students," he said. The net result, as calculated by ADQ economic specialist Gilles Taillon, would be about \$35 a session, assuming annual inflation at two to 2.5 per cent - not far off the Liberals' \$50 a session. Is there room for compromise here, Caire was asked. "From our side, we are open to being responsible," he replied. "We are close to the same target." McGill University principal Heather Munroe-Blum, who has called for tuitions to rise over three years to the Canadian average of \$4,347, issued a brief statement calling on all parties to work together to tackle the university funding crisis. She did not mention tuition fees.

**CNW : Convocation - Grève étudiante et manifestation le 29 mars: Le dégel ne passera pas (ASSE) – Mercredi 28 mars 2007, à 7h00**

MONTREAL, le 28 mars /CNW Telbec/ - L'Association pour une Solidarité Syndicale Etudiante (ASSE) tiendra une manifestation nationale jeudi le 29 mars 2007 à Montréal. Ce sera l'occasion d'avertir le gouvernement libéral qui vient d'être réélu : le dégel ne passera pas, la seule option acceptable, c'est la gratuité scolaire. Les médias sont invités à un point de presse auquel Jaouad Laaroussi et Evelyne Elise Paquette, porte-parole de l'ASSE seront présent et présente. Les porte-parole seront aussi disponibles après le point de presse pour des entrevues. Les médias sont également conviés à suivre la manifestation où ils pourront rencontrer les manifestants et manifestantes.

Date : Jeudi, le 29 mars 2007  
 Heure : 14h50  
 Lieu : Square Victoria, au coin de la rue Saint-Jacques et McGill (en face des bureaux de TQS).  
 Seule association étudiante nationale comprenant des membres de tous les cycles d'enseignement supérieur, l'ASSE regroupe actuellement plus de 42 000 membres dans les cégeps et les universités du Québec. Elle milite depuis sa création pour l'instauration de la gratuité scolaire à tous les niveaux.  
 Renseignements: Hubert Gendron-Blais, attaché de presse, Cellulaire: (514) 835-2444; Bureau de l'ASSE: (514) 390-0110; [www.asse-solidarite.qc.ca](http://www.asse-solidarite.qc.ca)

**LE DEVOIR : En bref - Dégel des droits de scolarité: l'ASSE menace d'une grève générale - Édition du lundi 26 mars 2007**

PC  
 L'Association pour une solidarité syndicale étudiante, l'ASSE, prévient déjà le prochain gouvernement du Québec que les étudiants sont prêts à déclencher une grève générale illimitée à l'automne si le dégel des droits de scolarité est mis en vigueur. Entre-temps, l'ASSE, qui représente 42 000 étudiants universitaires et collégiaux, tiendra un débrayage d'une

journée, jeudi prochain. Une manifestation aura alors lieu à Montréal. L'ASSE, reconnue comme étant plus radicale que les autres associations étudiantes, exige purement et simplement la gratuité scolaire à tous les niveaux. Elle évalue qu'il en coûterait seulement 150 millions par année au trésor québécois. L'ASSE veut lancer un message clair au gouvernement qui sera élu: le dégel des droits de scolarité ou même le statu quo sera inacceptable.





## Les étudiants prêts à la grève

Si le gouvernement persiste avec son projet de dégel des frais de scolarité, les étudiants déclencheront une grève générale illimitée dès la prochaine rentrée. C'est ce qu'a indiqué, hier, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante. D'autre part, l'ASSE, qui représente 42 000 étudiants universitaires et collégiaux, tiendra une journée de débrayage jeudi prochain. Une manifestation aura lieu au centre-ville. L'ASSE, reconnue comme étant plus radicale que les autres associations étudiantes, exige la gratuité scolaire à tous les niveaux. (JCG)

## Dégel des frais de scolarité Menace de grève générale illimitée



En décembre dernier, les radicaux de l'ASSE réclamaient déjà la gratuité, lors d'une manifestation.

**ÉDUCATION.** L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) prévient déjà le prochain gouvernement du Québec que les étudiants sont prêts à déclencher une grève générale illimitée à l'automne si le dégel des frais de scolarité est mis en vigueur.

Entre-temps, l'ASSE, qui

représente 42 000 étudiants universitaires et collégiaux, tiendra un débrayage d'une journée, jeudi prochain. Une manifestation aura alors lieu à Montréal.

L'ASSE, reconnue comme étant plus radicale que les autres associations étudiantes, exige purement et simplement la gratuité sco-

laire à tous les niveaux. Elle évalue que cela coûterait seulement 150 millions \$ par année au trésor québécois.

L'ASSE veut lancer un message clair au gouvernement qui sera élu : le dégel des frais de scolarité ou même le statu quo sera inacceptable. PC

---

**LCN : Droits de scolarité : Les étudiants lancent un ultimatum au prochain gouvernement - Mise à jour: dimanche 25 mars 2007, à 11:37**

---

Le prochain gouvernement qui prendra le pouvoir à Québec n'est pas encore connu que déjà certains groupes d'étudiants le menacent.

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante prévient le prochain gouvernement que les étudiants sont prêts à déclencher une grève générale illimitée à l'automne si le dégel des droits de scolarité est mis en vigueur.

Entre-temps, le regroupement, qui représente 42 000 étudiants universitaires et collégiaux, tiendra un débrayage d'une journée, jeudi prochain. À cette occasion, une manifestation se tiendra à Montréal.

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante, reconnue comme la plus radicale des associations étudiantes, exige la gratuité scolaire à tous les niveaux.

---

**CYBERPRESSE : Menace d'une grève générale en cas de dégel des droits - Le dimanche 25 mars 2007**

---

Montréal

**L'Association pour une solidarité syndicale étudiante, l'ASSE, prévient déjà le prochain gouvernement du Québec que les étudiants sont prêts à déclencher une grève générale illimitée à l'automne si le dégel des frais de scolarité est mis en vigueur.**

Entre-temps, l'ASSE, qui représente 42 000 étudiants universitaires et collégiaux, tiendra un débrayage d'une

journée, jeudi prochain. Une manifestation aura alors lieu à Montréal.

L'ASSE, reconnue comme étant plus radicale que les autres associations étudiantes, exige purement et simplement la gratuité scolaire à tous les niveaux. Elle évalue qu'il en coûterait seulement 150 millions \$ par année au trésor québécois.

L'ASSE veut lancer un message clair au gouvernement qui sera élu: le dégel des frais de scolarité ou même le statu quo sera inacceptable.

---

## Réactions au nouveau gouvernement

---

**24 HEURES : Hausse des frais de scolarité : les étudiants ne baisseront pas les bras – Jeudi 29 mars 2007**

---

**■ HAUSSE DES FRAIS DE SCOLARITÉ À L'HORIZON**

### Les étudiants ne baisseront pas les bras

En présence des libéraux et des adéquistes qui se sont prononcés en faveur d'un dégel des frais de scolarité, les universitaires et les collégiens ne masquent pas leur inquiétude au lendemain du vote.

Les membres de la Fédération étudiante universitaire et de la Fédération étudiante collégiale ont indiqué, hier matin, qu'ils vont poursuivre leur mobilisation pour que les nouveaux parlementaires fassent de l'éducation l'une des grandes priorités du gouvernement. Les deux associations craignent de se retrouver face à un budget qui ne contiendrait qu'un dégel des frais de scolarité sans bonification significative de l'aide financière aux étudiants et sans investissements massifs dans le réseau d'éducation postsecondaire.

« Les trois partis politiques doivent consulter les étudiants sur l'avenir de l'éducation postsecondaire. Il ne faut pas remettre en question l'accessibilité aux études », indique Christian Bélaïr, président de la FEUQ.

Les deux fédérations espèrent que le statut

minoritaire de Jean Charest l'empêchera de transformer les nouveaux transferts fédéraux en réductions d'impôts plutôt que de les consacrer aux services, notamment à l'éducation.

Les étudiants font valoir que le dégel limitera davantage l'accessibilité aux études supérieures et ne règlera en rien le problème du sous-financement puisque les sommes additionnelles recueillies ne représentent qu'une fraction des 375 millions \$ requis.

« Le printemps est un test pour ce gouvernement. À l'automne, lorsque nous saurons ce qui est déposé sur la table en éducation, les étudiants de tout le Québec seront consultés et auront à unir toutes leurs forces et énergies pour convaincre le gouvernement d'adhérer à leur vision », reprend Étienne Hudon-Gagnon, président de la FECQ. (JCG)



- photo Archives/Barbosa  
Les étudiants sont prêts à poursuivre leur combat dans le dossier du dégel des frais de scolarité.

---

**CYBERPRESSE : Les étudiants inquiets d'une possible hausse des frais de scolarité - Le mercredi 28 mars 2007**

---

Montréal

**Les fédérations étudiantes universitaire et collégiale ne cachent pas leur inquiétude face à la présence de**

---

## deux partis qui se sont prononcés en faveur d'un dégel des frais de scolarité aux commandes du gouvernement et de l'opposition officielle.

Les fédérations entendent rencontrer les députés libéraux et, surtout, les nouveaux députés adéquistes pour les sensibiliser sur les enjeux de l'éducation d'ici au dépôt du budget du gouvernement libéral.

Elles craignent surtout de se retrouver face à un budget qui ne contiendrait qu'un dégel des frais de scolarité sans bonification significative de l'aide financière aux étudiants et sans investissements massifs dans le réseau d'éducation postsecondaire.

Les étudiants avertissent qu'une telle approche provoquerait une forte mobilisation étudiante qui pourrait se matérialiser à la rentrée de l'automne ou même avant la fin de la présente session.

Les fédérations espèrent par ailleurs que le statut minoritaire de Jean Charest l'empêchera de transformer les nouveaux transferts fédéraux en réductions d'impôt plutôt que de les consacrer aux services, notamment à l'éducation. Elles rappellent que M. Charest n'a jamais cessé de répéter que c'était le manque de fonds qui l'empêchait de réinvestir davantage dans les services.

Les étudiants font valoir que le dégel restreindra davantage l'accessibilité aux études supérieures et ne règlera en rien le problème du sous-financement puisque les sommes additionnelles ainsi recueillies ne représentent qu'une fraction des 375 millions \$ requis.

En contrepartie, ils affirment qu'ils seront de moins en moins nombreux à pouvoir accéder aux études supérieures si les frais augmentent sans une aide financière accrue.

## RADIO-CANADA / NOUVELLES ÉLECTORALES : Éducation : Des étudiants inquiets, mais déterminés - Mise à jour le mercredi 28 mars 2007 à 14 h 22

Plus d'info

Audio et Vidéo

[Simon Durivage en entrevue avec le président de la FEUQ, Christian Bélair.](#)

Les étudiants des niveaux collégial et universitaire du Québec sont inquiets des résultats de l'élection de lundi.

Les Libéraux et l'ADQ ont tous les deux indiqué qu'ils voulaient dégelé les frais de scolarité. Les étudiants craignent de se retrouver face à un budget qui ne contiendrait qu'un dégel des frais de scolarité sans bonification significative de l'aide financière aux étudiants et sans investissements massifs dans le réseau d'éducation post-secondaire.

Deux grands regroupements d'étudiants du Québec annoncent donc mercredi leur intention de poursuivre la mobilisation pour que les élus fassent de l'éducation l'une des grandes priorités du gouvernement.

En conférence de presse à Montréal, les associations ont relevé qu'au niveau de l'investissement public, des prêts et bourses et de la question des frais de scolarité, les plateformes des 3 principaux partis s'opposent.

« Pourtant, ils devront s'entendre », a déclaré Étienne Hudon-Gagnon, président de la FECQ.

S'appuyant sur de récents sondages, la FEUQ et la FECQ répètent que la population québécoise s'oppose au dégel des droits de scolarité.

Ils estiment que Jean Charest devra négocier avec les autres partis sur ces enjeux et ne pourra imposer légitimement sa solution.

Aujourd'hui, nous exigeons des 3 partis politiques élus qu'ils consultent les étudiants sur l'avenir de l'éducation postsecondaire. — Christian Bélair, président de la FEUQ

Les étudiants rappellent qu'un budget du Québec devra rapidement être adopté, et que les mesures touchant l'éducation devront y créer l'assentiment d'une majorité de députés, si le gouvernement souhaite survivre.

Les étudiants ne se disent pas disposés à remettre un chèque en blanc aux élus. « En aucun cas, l'accessibilité aux études ne devra être remise en question, sans quoi nous serons forcés de nous battre », conclut Christian Bélair.

## CNW : Frais de scolarité : les étudiants auront à l'oeil les trois partis politiques élus – Mercredi 28 mars 2007, à 11h30

MONTREAL, le 28 mars /CNW Telbec/ - Christian Bélair, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et Etienne Hudon-Gagnon, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), ont annoncé ce matin leur intention de poursuivre leur mobilisation afin de faire de l'éducation une des priorités du gouvernement minoritaire et ce en partenariat avec les autres acteurs du milieu.

A l'heure actuelle, plusieurs facteurs créent beaucoup d'incertitude chez nos membres quant à l'avenir de l'éducation postsecondaire avec ce gouvernement minoritaire : "Au niveau de l'investissement public, des prêts et bourses et de la question des frais de scolarité, les plateformes des 3 principaux partis s'opposent. Pourtant, ils devront s'entendre.", indique Etienne Hudon-Gagnon, président de la FECQ. "En plus, de nombreux sondages confirment que la population québécoise s'oppose au

dégel. Jean Charest devra négocier avec les autres partis sur ces enjeux et ne pourra imposer légitimement sa solution."

"Aujourd'hui, nous exigeons des 3 partis politiques élus qu'ils consultent les étudiants sur l'avenir de l'éducation postsecondaire.", affirme M. Bélair. Rappelons qu'un budget du Québec devra rapidement être adopté, et que les mesures affectant l'éducation devront y créer l'assentiment d'une majorité de députés si le gouvernement souhaite survivre.

"Le printemps est un test pour ce gouvernement. A l'automne, lorsque nous saurons ce qui est sur la table en éducation, les étudiants de tout le Québec seront consultés et auront à mobiliser toutes leurs forces pour convaincre le gouvernement d'adhérer à leur vision.", souligne Etienne Hudon-Gagnon. Les étudiants ne remettront pas un chèque en blanc aux élus sous prétexte de l'instabilité et d'un

supposé mandat reçu de la population. En éducation, comme dans bien d'autres domaines, les Québécoises et les Québécois n'ont pas fait de choix clair et précis. "Décréter un dégel des frais de scolarité, alors qu'aucun réinvestissement public ni bonification réelle des prêts et bourses ne sont prévus, serait injuste et injustifiable et sera traité comme tel. En aucun cas l'accessibilité aux études ne devra être remise en question, sans quoi nous serons forcés de nous battre.", conclut Christian Bélair.

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) représentent ensemble près de 160 000 étudiants au Québec.

Renseignements: Dany St-Jean, vice-président aux communications, FEUQ, (514) 396-3380, cell.: (514) 212-5457

## LE SOLEIL : Inquiétude dans le milieu de l'éducation – Mercredi 28 mars 2007

### Inquiétude dans le milieu de l'éducation

Les étudiants fourbissent leurs armes maintenant que les libéraux, partisans du dégel des droits de scolarité, et l'Action démocratique du Québec (ADQ), qui propose de les indexer pour tenir compte de l'inflation, ont recueilli une majorité de votes à l'élection générale.

« La contestation va se faire de plus en plus sentir », prévient Karine Millaire, la nouvelle présidente de la Confédération des associations d'étudiants de l'Université Laval (CADEUL), qui refuse toutefois d'annoncer une grève pour l'instant. La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) entend faire son *post-mortem* et dévoiler son plan de match aujourd'hui.

La Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ) n'entend pas chômer non plus au cours des prochaines semaines. « On va mettre les bouchées doubles pour faire la démonstration » de l'efficacité des commissions scolaires, indique son président, André Caron.

La possibilité qu'une autre élection soit déclenchée d'ici peu ne clôt pas le débat sur leur abolition, initié par l'ADQ. Johanne Fortier, présidente de la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE), s'inquiète par ailleurs de voir que les adhérents soient les seuls à ne pas élever au rang de priorité un réinvestissement en éducation.

Annie Morin

## JOURNAL DE MONTRÉAL : Dur réveil pour les étudiants : le dégel des frais de scolarité au menu tant du PLQ que de l'ADQ – Mercredi 28 mars 2007



PHOTO BENOIT PELOUSÉ

Certaines associations étudiantes fourbissent déjà leurs armes, hier, prévoyant devoir s'opposer au dégel des frais de scolarité que prônent désormais le parti au pouvoir et l'opposition officielle.

### Dur réveil pour les étudiants

Le dégel des frais de scolarité au menu tant du PLQ que de l'ADQ n'est jamais bien perçu par les mouvements étudiants », souligne le secrétaire de l'Association facultaire étudiante des sciences humaines de l'UQAM (AFESH), Alexandre Leduc, en faisant allusion aux nombreux sièges remportés par l'ADQ.

Pour l'instant, toutefois, les étudiants montrent les dents mais ne mordent pas. « On est à l'étape d'en-tamer un processus de réflexion », dit Alexandre Leduc. Les étudiants demandent que le gel des frais de scolarité se poursuive.

« La manifestation de jeudi sera festive. On est seulement au début des moyens de pression », dit le porte-parole, qui promet tout de même « une grosse mobilisation dans les prochains temps ».

Près de 40 000 étudiants du Québec font partie d'associations étudiantes qui ont obtenu un mandat de grève ou une levée de cours en vue d'aller manifester demain.

#### Déjà une manifestation

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) organise quant à elle une première manifestation demain pour de-

**16, 17, 22 mars 2007**

**LE DEVOIR : En photo : Mobilisation contre le dégel – Édition du vendredi 23 mars 2007**



C'est dans la grisaille du dégel printanier que plusieurs centaines d'étudiants collégiens et universitaires ont manifesté à Montréal, hier, contre... le dégel des droits de scolarité.

Organisée par la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), la manifestation se voulait apolitique, mais les représentants des deux fédérations ont rappelé à maintes reprises que ce sont les libéraux et les adéquistes

qui promettent un dégel des droits. «Jean Charest a répété pendant 18 mois qu'il fallait aller chercher une marge de manoeuvre à Ottawa pour financer le système d'éducation postsecondaire, a lancé Christian Bélaïr, président de la FEUQ. Et ce qu'il a fait dès qu'il l'a obtenue, c'est de baisser les impôts. On essaie d'influencer le vote plutôt que d'avoir une vision d'avenir.» Les manifestants sont partis du parc Émilie-Gamelin pour se rendre devant les bureaux montréalais du premier ministre Charest.

### **LA PRESSE : Droits de scolarité : Étudiants mobilisés contre le dégel - Le vendredi 23 mars 2007**

[Marie Allard](#)

**Des étudiants de partout au Québec ont manifesté contre le dégel des droits de scolarité - proposé par le Parti libéral et l'Action démocratique - hier à Montréal. Marchant torse nu malgré le froid, Sébastien Gagnon, 17 ans, et Pierluc Marcoux-Viel, 18 ans, ont dit «geler pour le gel».**

«Le message est clair : c'est non à l'augmentation des frais de scolarité et c'est oui à l'éducation», a dit Christian Bélaïr, président de la Fédération étudiante universitaire

du Québec (FEUQ). Il a qualifié Jean Charest «d'hypocrite» pour avoir proposé des baisses d'impôts au lieu d'investir l'argent d'Ottawa dans le système d'éducation postsecondaire. Quant à Mario Dumont, «il ne dit pas combien il compte aller chercher dans les poches des étudiants», a dénoncé le leader étudiant.

Environ 2000 cégépiens, étudiants et travailleurs de la CSQ ont manifesté, selon la FEUQ. La moitié étaient arrivés par autobus de partout au Québec.



«Il n'y a eu aucun incident, tout s'est bien déroulé», a assuré l'agente Annie Lemieux de la police de Montréal.

Le seul hic s'est produit au collège de Rosemont, où les cégépiens ont voté à 86 % en faveur de la grève. Dès 7 h hier matin, ils ont bloqué l'accès au collège. Cela contrevient à la loi 142, selon la Fédération des cégeps, qui les a avertis qu'ils s'exposaient à des amendes de 100 \$ à 500 \$ par personne. Les policiers ont été appelés sur place. «Il est clair que cette loi ne s'applique pas à nous, mais aux employés et syndicats», a fait valoir Geneviève Bond-Roussel, présidente de l'Association étudiante du collège de Rosemont.

À 8 h 30, constatant l'impasse, «nous avons décidé de suspendre les cours», a expliqué Patricia Hanigan, directrice générale du collège de Rosemont. Reste à savoir si les cégépiens recevront des amendes. Mme Hanigan a indiqué que ce n'était pas elle qui avait le pouvoir de prendre des sanctions en vertu de la loi 142.

Le ministère de l'Éducation ne semble pas vouloir sévir, lui non plus. «S'ils manifestent contre le dégel, non, la loi 142 ne s'applique pas», a indiqué mercredi soir Marie-Claude Lavigne, porte-parole du ministre Jean-Marc Fournier.

#### **Autre manifestation jeudi prochain**

Une autre manifestation, organisée par l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE), est prévue jeudi prochain. Déjà, sept associations étudiantes ont voté en faveur de la grève ce jour-là, dans certains cas seulement si le Parti libéral ou l'Action démocratique prennent le pouvoir.

Si cette manif a lieu après le scrutin, «c'est parce que le but n'est pas de faire voter les étudiants pour un parti ou un autre», a expliqué Jaouad Laaroussi, porte-parole de l'ASSE. Il s'agit plutôt d'avertir le parti élu qu'il «aura les étudiants dans les jambes». Advenant un dégel des droits de scolarité, l'ASSE prévoit la grève générale illimitée à l'automne.



# Dure critique

2 000 personnes manifestent pour dénoncer la vision des partis politiques en éducation.

P/03

# Étudiants en campagne

## 2000 jeunes manifestent contre les partis politiques



Les étudiants en ont, entre autres, contre le plan de Jean Charest d'investir l'argent neuf d'Ottawa pour les baisses d'impôt, plutôt que dans les services, comme l'éducation.

**ÉDUCATION.** Les étudiants sont en colère contre les politiciens en campagne.

Hier à Montréal, 2000 manifestants se sont dits extrêmement déçus d'avoir vu le chef libéral Jean Charest promettre de transformer la marge de manœuvre issue du budget fédéral en baisses d'impôt, rappelant qu'il avait toujours évoqué le manque d'argent fédéral pour expliquer le faible investissement dans les services.

«M. Charest nous sert depuis un an et demi qu'il faut aller chercher une marge de manœuvre du côté d'Ottawa pour financer adéquatement nos cégeps et nos universités. Maintenant, on avait une petite marge de manœuvre et aussitôt, elle va en baisses d'impôt. Pour nous, ce n'est pas responsable, c'est même hypocrite de tenir un double discours comme celui-là», a dénoncé le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec, Christian Bélair, en marge de la manifestation.

### L'ADQ et le PQ aussi

Les étudiants sont aussi extrêmement mécontents de l'intention de l'Action démocratique de réduire de 1 % les budgets de tous les ministères, incluant celui de l'Éducation, alors que c'est exactement le contraire qui

est requis, selon eux.

Enfin, la proposition péquiste de maintenir les droits de scolarité à leur niveau actuel trouve grâce à leurs yeux, mais ils reprochent tout de même au Parti québécois de ne pas avoir précisé les montants que cette formation entend accorder à l'aide financière aux étudiants.

«Du côté de l'aide financière, on s'attend à plus de précisions», a convenu M. Bélair, qui rappelle que les organisations étudiantes n'ont endossé aucun parti politique.

À l'invitation des fédérations étudiantes collégiale et universitaire ainsi que des principaux syndicats du secteur de l'éducation, les manifestants ont marché jusque devant les bureaux montréalais du premier ministre sortant, Jean Charest.

PC

### Cégeps en grève

Les fédérations étudiantes ont déclenché la grève dans douze cégeps du Québec. Toutefois, les cours seront donnés étant donné l'obligation du maintien des services en vertu de la loi. À Montréal, ces grèves touchent les cégeps Gérald-Godin, Ahuntsic et Rosemont.





-photo Eric Boité  
Quelque 2000 cégepiens et étudiants universitaires, de même que des enseignants du collégial se sont rassemblés au parc Emile-Gamelin, en plein centre-ville, pour manifester contre le dégel des frais de scolarité. Ils se sont ensuite déplacés devant les bureaux du premier ministre Jean Charest, avenue McGill College. P.5

■ MARCHÉ DANS LES RUES DU CENTRE-VILLE

# 2000 manifestants déplorent la faiblesse des partis politiques en éducation

Quelque 2000 étudiants et travailleurs de l'éducation ont marché dans les rues du centre-ville, hier midi, pour crier leur mécontentement face aux libéraux de Jean Charest et aux adéquistes de Mario Dumont pour la faiblesse de leurs engagements en matière d'éducation.

Cette manifestation regroupait des étudiants et du personnel de 12 cégeps de la province. Les participants à cette marche se sont dits très déçus d'avoir vu le chef libéral Jean Charest de promettre de transformer la marge de manœuvre issue du budget fédéral en baisses d'impôt, rappelant qu'il avait toujours invoqué le manque d'argent fédéral pour expliquer le faible investissement dans les services. Ils ont aussi manifesté leur indignation devant l'intention de l'Action démocratique et le chef Mario Dumont de réduire de 1 % les budgets de tous les ministères, incluant celui de l'éducation. Ils n'ont pas manqué d'écorcher au passage le Parti québécois en affirmant que l'équipe dirigée par André Boisclair n'a pas précisé les montants qu'elle entend accorder à l'aide financière aux étudiants.

La manifestation a pris fin dans l'ordre devant les bureaux de Jean Charest sur l'avenue McGill College. (JCG)



Des travailleurs et des étudiants venus de 12 cégeps ont participé à cette manifestation, hier, près de la station de métro Berri-UQAM. - photo Éric Boffé

## JOURNAL DE MONTRÉAL : Étudiants dans la rue – Vendredi 23 mars 2007



Des centaines d'étudiants sont descendus dans les rues de Montréal hier. PHOTO BENOÎT PELOSSE

### Étudiants dans la rue

**JEAN-PHILIPPE PINEAULT**  
Le Journal de Montréal

À trois jours des élections, des milliers d'étudiants des quatre coins du Québec ont lancé un ultime message aux partis politiques en descendant dans les rues du centre-ville de Montréal hier.

«C'est une des dernières actions avant le scrutin. On pense que ça peut avoir un impact», a indiqué Christian Bélaïr, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

Des jeunes provenant de plusieurs cégeps et universités de la province, dont Abitibi-Témiscamingue, Rouyn-Noranda, Gaspésie et Îles-de-la-Madeleine, se sont réunis au parc Familie-Gamelin près de l'UQAM.

Les jeunes et des membres d'organisations syndicales présents ont tour à tour reproché la faiblesse des programmes des partis politiques en matière d'éducation sur une scène aménagée pour l'occasion. La masse d'étudiants a ensuite entrepris une marche d'environ 45 minutes dans les rues de la métropole.

#### Baisses d'impôt dénoncées

Les organisateurs du rassemblement souhaitent aussi par l'évènement dénoncer les baisses d'impôt accordées par le gouvernement Charest à la suite du dépot du budget fédéral.

«On nous a dit qu'on ne pouvait pas réinvestir dans l'éducation post-secondaire parce qu'on n'avait pas de marge de manœuvre. Là on l'avait la marge de manœuvre», déplore M. Bélaïr, qui aurait préféré que le gouvernement utilise cet argent pour régler le sous-financement du réseau.



CEGEP and university students from across the province stage a demonstration in front of Premier Jean Charest's office at the corner of McGill College Ave. and Sherbrooke St. yesterday. The protesters also attacked the policies of ADQ leader Mario Dumont.

PEGGY CURRAN, The Gazette

Methinks they doth protest too much.

Students and union leaders staged a raucous march through downtown Montreal yesterday, summoning Quebecers to get out to vote Monday to fight proposed hikes in tuition fees.

But while leaders of Quebec's two largest student federations insisted they were non-partisan and not telling members how to vote, they sure had a funny way of showing it.

"This week, students saw a hypocritical Jean Charest and an irresponsible Mario Dumont," Christian Belair, president of the Federation etudiante universitaire du Quebec, told a few thousand students who gathered in a slushy park near Berri St. before walking west to the premier's office on McGill College Ave.

Dressed as clowns, prisoners and pirates, the students, who had arrived in school buses from across the province,

carried placards denouncing Charest and demanding free tuition and an end to student debt.

"Jean Charest has spent two years claiming to want Ottawa to give it a little more manoeuvring room to finance post-secondary education. Yet as soon as he gets it, he announced tax cuts and reiterated his plan to end the tuition freeze. This is the hypocrisy of a leader who doesn't keep his word."

Meanwhile, Belair said, Dumont's "empty" scheme calls for cutting the amount of money provided to CEGEPs and universities. "He shows a serious lack of vision. Dumont has even said how much money he's going to take out of students' pockets."

etienne Hudon-Gagnon, president of the Federation etudiante collegiale du Quebec, said: "The question we ask today is simple: What system of post-secondary education do we want in Quebec for the next four years?"

"The individualist, every-man-for-himself approach Charest and Dumont suggest is a short-term vision that will harm Quebec."

Patrice Leonard, a protester who is studying psychology and computer programming at the Université du Québec à Montréal, said he supports the tuition freeze because education is one of the few things of value Quebecers get for their tax dollars.

"We can't fix the roads because it will cost \$100 million just to replace the water pipes. That will never happen. We're practically bankrupt."

In the meanwhile, he noted, emergency rooms fill up as doctors leave or opt out of public medicine."

Still, Leonard is not convinced Quebecers would be better off with another party at the helm. "It's always the same thing. They exist to get elected. If they didn't get elected, they wouldn't exist. It's all about strategy."

He says children should start learning about politics from an early age so they have a better grasp of the stakes as adults.

"It's not normal to play a game when you don't know the rules."

## RADIO-CANADA / POLITIQUE : Dégel des frais de scolarité : Des cégeps en grève- Mise à jour le jeudi 22 mars 2007 à 20 h 00



Manifestants au cégep Rosemont

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) ont organisé une manifestation contre le dégel des droits de scolarité. Quelque des centaines d'étudiants d'une douzaine de cégeps ont manifesté à différents endroits dans la province. Officiellement, il y aura quand même eu des

cours, parce que les cégeps sont obligés de maintenir leurs services en vertu de la loi. Si les étudiants bloquaient l'entrée des cégeps, ils risquaient des amendes de 100 \$ à 500 \$ par personne.

Les présidents de la FECQ, de la FEUQ et de la CSN ont voulu profiter des derniers jours de la campagne électorale pour rappeler à la population « l'importance de l'investissement public en éducation et le maintien de l'accessibilité aux études et faire le bilan des engagements des partis politiques à cet égard ».

À Montréal, quelque 400 manifestants ont marché du parc Émilie-Gamelin au bureau du premier ministre Charest, avenue McGill Collège.

Dans son programme, le Parti libéral du Québec entend hausser les droits de scolarité de 50 \$ par session jusqu'en 2012. Le Parti québécois, lui, propose le gel des droits. Quant à l'ADQ, il veut aussi dégeler les droits de scolarité.

### Les cégeps en grève

Abitibi-Témiscamingue (campus Rouyn-Noranda), Ahuntsic, De la Gaspésie et des Îles (campus Gaspé), Gérald-Godin, Jonquière, Rosemont, Shawinigan, Saint-Félicien, Saint-Hyacinthe et Trois-Rivières.

La Fédération autonome du collégial, qui représente quelque 4000 enseignantes et enseignants de cégep, appuie les revendications des étudiants.

## LCN : Montréal : Grande manifestation contre le dégel des frais de scolarité - Mise à jour: 22/03/2007 16:04

Quelque 2000 cégépiens et étudiants universitaires, de même que des enseignants du collégial se sont rassemblés au parc Émilie-Gamelin, en plein centre-ville, pour manifester contre le dégel des frais de scolarité.

Ils se sont ensuite déplacés devant les bureaux du premier ministre Jean Charest, avenue McGill College.

Les étudiants de 12 cégeps du Québec sont aussi en grève pour la journée.

Les manifestants ont voulu profiter des derniers jours de la campagne électorale pour rappeler l'importance de l'investissement public en éducation et le maintien de l'accessibilité aux études.

Le gouvernement Charest a annoncé, peu avant la campagne électorale, avoir l'intention d'augmenter les frais de scolarité de 100 dollars par année, à l'université, jusqu'en 2012.

## LA PRESSE : Manifestation étudiante et amendes - Le jeudi 22 mars 2007

[Marie Allard](#)

**Alors qu'une grande manifestation contre le dégel des droits de scolarité est prévue ce midi, les cégeps font planer la menace d'amendes en cas de grèves étudiantes. Une douzaine d'associations étudiantes ont malgré tout voté en faveur de levées de cours aujourd'hui. Ce qu'elles risquent? Des amendes de**

**100 \$ à 500 \$ par personne, si l'entrée des cégeps est entravée.**

Malgré les votes de grève, les cours auront officiellement lieu partout. Les cégeps sont effectivement obligés de maintenir leurs services habituels, en vertu de la loi 43 (ou projet de loi 142), adoptée pour mettre fin aux

négociations avec les employés du secteur public en décembre 2005.

«C'est scandaleux: le droit de grève des étudiants est remis en cause, a dit hier Étienne Hudon-Gagnon, président de la Fédération étudiante collégiale. On veut nous empêcher de manifester alors que la loi a été adoptée pour les employés.»

La Fédération des cégeps a envoyé un avis à ses membres leur précisant qu'eux-mêmes risquent des amendes de 25 000 \$ à 125 000 \$, s'ils ne prennent pas «les mesures nécessaires afin d'assurer le maintien des services habituels». En cas de piquetage, elle leur suggère de faire appel à des agents de sécurité ou de prévenir les policiers.

#### Manif au centre-ville

Dès midi, les cégépiens auront quitté les campus pour se retrouver au parc Émilie-Gamelin. C'est là qu'a été fixé le départ d'une marche qui doit les mener jusqu'aux bureaux montréalais du premier ministre Jean Charest, avenue McGill College.

" À quelques jours du scrutin, notre objectif sera de souligner la faiblesse des plateformes en matière d'éducation et de rappeler que nous demandons des investissements publics et le gel des frais de scolarité ", a dit Christian Bélaïr, président de la Fédération étudiante universitaire.

#### Cégeps en grève aujourd'hui

- > Abitibi-Témiscamingue (campus Rouyn-Noranda)
- > Ahuntsic
- > De la Gaspésie et des Îles (campus Gaspé)
- > Gérald-Godin
- > Jonquière
- > Rimouski
- > Rosemont
- > Shawinigan
- > Saint-Félicien
- > Saint-Hyacinthe
- > Trois-Rivières

Source: Fédération étudiante collégiale

### LE SOLEIL : Photo : Contre le dégel des droits – Jeudi 22 mars 2007



#### CONTRE LE DÉGEL DES DROITS

Environ 250 étudiants des cégeps et de l'université de la capitale ont manifesté hier après-midi à Québec contre le dégel des droits de scolarité. Marchant de l'Université Laval à l'Assemblée nationale, certains manifestants traînaient des boulets à leurs pieds. En cette période de campagne électorale, le symbole avait pour but de dénoncer « le poids croissant des droits de scolarité sur les étudiants », explique la vice-présidente de la Confédération des associations d'étudiants de l'Université Laval, Valériane Champagne. Devant le parlement, des représentants de Québec solidaire, du Parti québécois et du Parti vert ont rencontré les manifestants. — PHOTO LE SOLEIL, PATRICE LAROCHE

### 24 HEURES : Brève : Étudiants – Jeudi 22 mars 2007

**ÉTUDIANTS**  
Une marche pour l'éducation réunissant des étudiants et des travailleurs se tient ce midi au centre-ville. Cette marche vise à rappeler aux Québécois l'importance de l'investissement public en éducation et le maintien de l'accessibilité aux études. Le départ de cette marche se fera au parc Émilie-Gamelin près du métro Berr-UQAM. (JCG)

## Les cégépiens ne pourront pas bloquer

QUEBEC | (PC) La loi spéciale fixant les conditions de travail des employés de l'État vient hanter les cégépiens qui s'apprentent à manifester contre le dégel des droits de scolarité. En grève ou simplement en colère, ceux-ci ne pourront bloquer l'accès aux collèges sous peine d'écoper d'amendes ou d'être chassés par la police. La loi 43 interdit à toute personne d'entraver les opérations normales d'un cégep, notamment en bloquant l'accès à ses locaux. Cela vaut pour les étudiants comme pour les syndiqués.

LE SOLEIL : manifs étudiantes éparses et surveillées : la loi 43 interdit à toute personne d'entraver les activités normales d'un cégep – Mercredi 21 mars 2007

# Manifs étudiantes éparses et surveillées

La loi 43 interdit à toute personne d'entraver les activités normales d'un cégep

Annie Morin  
amorin@lesoleil.com

La loi spéciale fixant les conditions de travail des employés de l'État vient hanter les cégépiens qui s'apprentent à manifester contre le dégel des droits de scolarité. En grève ou simplement en colère, ceux-ci ne pourront bloquer l'accès aux collèges sous peine d'écoper d'amendes ou d'être chassés par la police.

Aux associations étudiantes qui organisent des votes de grève, qui incitent à l'école buissonnière ou qui fabriquent des pancartes, les directions des collèges ont jugé bon de rappeler que la loi 43 interdit à toute personne d'entraver les activités normales d'un cégep, notamment en bloquant l'accès à ses locaux. Cela vaut pour les étudiants comme pour les syndiqués. Un mémo envoyé au début du mois par la Fédération des cégeps précise qu'en cas d'infraction, les étudiants s'exposent à « des amendes pouvant varier de 100 \$ à 500 \$ pour chaque jour ou partie de jour que dure l'en-



Lors de la grève de 2005, quelque 100 000 étudiants étaient descendus dans la rue pour manifester. — PHOTOTHÈQUE LE SOLEIL.

trave». Il y est aussi conseillé de retenir les services d'agents de sécurité ou d'appeler la police au besoin.

« Le but, c'est d'informer les étudiants et de les sensibiliser aux im-

pacts de leurs gestes », précise Caroline Tessier, porte-parole de la Fédération.

Les étudiants, eux, prennent plutôt le rappel comme une menace. « Plusieurs administrations

ont entrepris une campagne de peur » pour empêcher les étudiants d'exercer leur droit de grève, affirme Étienne Hudon-Gagnon, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), qui ne compte plus d'association membre dans la région de Québec.

À l'association étudiante du Cégep de Limoilou, François Deschamps confirme que les étudiants ont la désagréable impression de ne pas avoir les coudées franches. « Notre droit de mobilisation est restreint, c'est certain. » Cela a peu d'importance pour l'instant, car l'heure n'est pas à la grève à Limoilou, mais à un référendum pour déterminer quel cheval de bataille emprunter. Les étudiants doivent choisir demain et vendredi entre le gel, le dégel, l'indexation et la gratuité.

En attendant, une vague de manifestations étudiantes contre le dégel des droits de scolarité s'amorce aujourd'hui à Québec. Le Front régional des associations étudiantes de Québec (FRABQ), qui regroupe quatre cégeps et deux universités, Laval et le campus de l'UQAR à Lévis, ouvre le bal

sur la colline parlementaire. Suivra demain, à Montréal, un « rassemblement symbolique » organisé par la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la FECQ. Le 29 mars, l'Association pour une solidarité sociale étudiante (ASSE) fera la grève en bonne et due forme pour rejeter jusqu'au *statu quo*. L'ASSE milite en faveur de la gratuité scolaire.

Christian Bélair, président de la FEUQ, ne pense pas que la multiplication des dates et des actions soit une mauvaise chose. « Au contraire, ça amplifie le message que nous sommes tous contre le dégel. »

Selon lui, il est trop tôt pour rêver de « 100 000 personnes dans les rues » comme ce fut le cas lors de la grève étudiante de 2005. Valériane Champagne, vice-présidente aux communications de la Confédération des associations d'étudiants de l'Université Laval (CADEUL) est d'accord. « Ce sont des discours électoraux. Ce n'est pas comme si le gouvernement en place avait décidé d'augmenter les frais maintenant, comme pour les 103 millions \$ coupés dans le programme de prêts et bourses.

# Les anti-guerre sont toujours là

Ironie du sort, alors que ce week-end, des milliers de personnes sont descendues dans les rues des grandes capitales du monde contre la guerre et l'occupation de l'Irak, qui a commencé il y a quatre ans, sept soldats américains ont été tués sol irakien, dont quatre simultanément. Un attentat à la voiture piégée a par ailleurs fait huit morts et 28 blessés dans un quartier majoritairement chiïte de Bagdad.

L'explosion d'une bombe sur une route de l'ouest de la capitale a coûté la vie à quatre militaires en patrouille samedi, tandis qu'un cinquième soldat a été tué dans une autre explosion dans la province de Diyala, au nord-est de Bagdad. Un sixième militaire

est mort le même jour, mais il n'est pas tombé au combat. Une enquête a été ouverte sur les circonstances du décès. Un septième soldat, un Marine, a été tué samedi lors de combats dans la province d'Anbar (ouest).

Au moins 3 217 militaires américains ont péri en Irak depuis le début de la guerre le 20 mars 2003, selon les calculs de l'Associated Press.

Au même moment, le quatrième anniversaire de l'invasion de l'Irak a mobilisé, samedi aux États-Unis, tant les partisans de la guerre que les pacifistes. Plus de 50 000 personnes, selon des journalistes américains sur place, ont quitté en début d'après-midi le centre de Washington, non loin de la Maison Blanche, pour se rendre vers le Pentagone. Devant une bretelle d'accès au Pentagone, des policiers casqués et armés faisaient face à plusieurs centaines de jeunes gens dans une ambiance tendue. Mais aucun incident n'était à déplorer.

Des manifestations contre l'opération américaine avaient aussi été organisées samedi en Corée du Sud, en Espagne, en Grèce, en Turquie et en République Tchèque. Hier, c'était au tour des Australiens, des Malaisiens et des Belges de faire entendre leurs voix. (24h)



- photo Reuters

En Belgique, 1500 personnes ont manifesté dans les rues de Bruxelles, réclamant le retrait de l'armée américaine en Irak.

## MÉTRO : Washington : contre la guerre – Manif contre la guerre – Lundi 19 mars 2007



**WASHINGTON CONTRE LA GUERRE**  
PLUSIEURS milliers de manifestants ont défilé samedi à Washington pour protester contre la guerre en Irak. Près de quatre ans après le début du conflit, des rassemblements ont également eu lieu dans plusieurs autres pays. PHOTO : AP



**MANIF CONTRE LA GUERRE**  
ENVIRON 300 PERSONNES ont marché samedi dans les rues de Montréal à l'invitation du collectif Échec à la guerre, manifestant ainsi contre les guerres en Afghanistan et en Irak. Des manifestations avaient lieu dans plusieurs villes du monde. À Washington, 50 000 personnes ont défilé entre la Maison-Blanche et le Pentagone. IAN BARRETT/CP



### LE DEVOIR : Les étudiants multiplient les actions contre le dégel - Édition du vendredi 16 mars 2007

Marie-Andrée Chouinard

Deux groupes étudiants, deux philosophies, deux moyens d'action et deux dates. Alors que l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) rêve d'une grève le 29 mars pour manifester contre «le dégel ou le statu quo», les fédérations étudiantes collégiale et universitaire tiendront plutôt «un rassemblement symbolique» le 22 mars pour mettre en avant l'éducation et l'importance du gel des droits de scolarité.

L'ASSE refuse d'agir avant la date du scrutin, car elle ne veut pas être accusée de partisanerie. «Faire une manifestation pour le gel pendant les élections, c'est un appui implicite au Parti québécois», a indiqué hier Jaouad Laaroussi, porte-parole de l'ASSE. Le PQ promet de maintenir les droits de scolarité à leur niveau actuel, contrairement aux libéraux et aux adéquistes, qui prônent un dégel.

Rejetant cette analyse et refusant aussi de définir l'action prévue le 22 mars comme une «manifestation», le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Christian Bélair, croit plutôt qu'il est nécessaire d'agir avant le 26 mars. «Ce n'est un appui à aucun des partis, c'est vraiment parce qu'on pense que, pendant la campagne électorale, la question des droits de scolarité et de l'éducation doit ressortir. Il fallait qu'il y ait un événement avant le jour du scrutin.»

À ce jour, trois associations ont accepté l'idée d'une suspension des cours d'un jour le 29 mars pour soutenir la marche de l'ASSE, dont les détails seront connus ultérieurement. «Nous allons faire des actions qui seront liées à l'éducation», laisse planer M. Laaroussi. En plus de

l'Association étudiante du cégep de Saint-Laurent, les étudiants membres de l'Association facultaire étudiante de l'UQAM (AFESH-UQAM) et ceux du département d'anthropologie de l'Université Laval ont donné leur adhésion à ce mouvement, ce qui représente environ 8000 étudiants.

«Nos autres groupes seront interrogés au cours des prochains jours», promet le porte-parole de l'ASSE, qui précise que les étudiants du Collège Lionel-Groulx ont quant à eux refusé l'option de la grève. Vérification faite, 90 étudiants ont voté pour la grève, contre 103 qui s'y opposaient. «Ils ont offert un appui symbolique à la cause de la grève mais n'étaient pas prêts à perdre une journée d'études», a indiqué un étudiant. Le vote pourrait toutefois être repris.

Du côté de la FEUQ et de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), une poignée d'associations ont accepté le principe d'un «rassemblement symbolique», le 22 mars, qui commencera au square Émilie-Gamelin, à Montréal.

«Nous aurons plusieurs groupes qui se prononceront la semaine prochaine», indique Étienne Hudon-Gagnon, président de la FECQ. Cinq associations membres de la FECQ ont accepté de prendre part à la réunion du 22 mars. Ces actions diverses ne risquent-elles pas de diluer l'impact étudiant? «Non, je ne crois pas», avance M. Hudon-Gagnon. «Il y a eu des tentatives de rapprochement qui n'ont pas fonctionné.»

À l'ASSE, on croit que l'union n'est pas possible sans cause commune. «Les philosophies des deux groupes sont trop différentes, nos stratégies le sont aussi, notre histoire n'est pas la même», relate M. Laaroussi.



## Grève étudiante à la fin du mois...

→ L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) a recruté trois associations étudiantes, dont celle des étudiants en anthropologie de l'Université Laval, pour faire la grève le 29 mars, à peine trois jours après le scrutin provincial. Au moins une douzaine d'autres associations pourraient se joindre au mouvement. Cette journée de grève permettra aux étudiants de s'élever contre le dégel des droits de scolarité au cours d'une « grande manifestation nationale » à Montréal. « Même le *statu quo* ne passera pas », a fait savoir Jaouad Laaroussi, porte-parole de l'organisation militante pour la gratuité scolaire. L'ASSE a déjà fait savoir qu'elle tiendrait une grève générale illimitée si le gouvernement osait augmenter les droits de scolarité. *Annie Morin*

## ... mais mécontente sur la date de la manif

→ Alors que l'Association pour une solidarité syndicale étudiante soutient une grève le 29 mars, les fédérations étudiantes collégiales et universitaires tiendront plutôt « un rassemblement symbolique » le 22 mars pour mettre en avant l'éducation et l'importance du gel des droits de scolarité. Refusant de définir l'action prévue le 22 mars comme une « manifestation », le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec, Christian Bélaïr, croit qu'il est nécessaire d'agir avant le scrutin. « Ce n'est un appui à aucun des partis, c'est parce qu'on pense que la question de l'éducation doit ressortir » avant le jour du vote. *PC*

## 24 HEURES : Manifestation 17 mars - Marche aux flambeaux - Vendredi 16 mars 2007

**MANIFESTATION**  
Une manifestation contre les guerres en Irak et en Afghanistan aura lieu demain au centre-ville. Le rassemblement se fera dès midi trente au carré Dorchester à l'angle de la rue Peel et du boulevard René-Lévesque. Les manifestants sont invités à se vêtir de noir pour évoquer la mort de milliers de civils. (JCG)

**MARCHE AUX  
FLAMBEAUX**  
103 étudiants participent ce soir à une marche aux flambeaux pour dénoncer le bilan libéral en éducation. La marche partira du parc Emile-Gamelin à 19 heures. (JCG)

## MÉTRO : Marche aux flambeaux - Vendredi 16 mars 2007

### Marche aux flambeaux

La Fédération étudiante universitaire du Québec et la Fédération étudiante collégiale du Québec tiennent une « marche aux flambeaux » au cours de laquelle 103 étudiants rappelleront les 103 M\$ sabrés dans les prêts et bourses par le Parti libéral. MÉTRO

# 15 mars : COBP ...

LA PRESSE : Couverture : Manif contre la brutalité policière : Du grabuge et des arrestations – Vendredi 16 mars 2007

## Manif contre la brutalité policière Du grabuge et des arrestations



PHOTO ANDRÉ RICHELLE, LA PRESSE

Tradition depuis 1997, la manifestation contre la brutalité policière a attiré environ 400 personnes, hier soir. Les manifestants ont confronté les policiers dans un jeu du chat et de la souris, nuisant à la circulation dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce. En soirée, le Service de police de Montréal dénombrait une quinzaine d'arrestations. Les protestataires ont fracassé des vitrines, allumé des feux et causé du grabuge. A lire en page A14.

LA PRESSE :Manifestation contre la brutalité policière : une quinzaine de personnes arrêtées – Vendredi 16 mars 2007

## Manifestation contre la brutalité policière

### Une quinzaine de personnes arrêtées

ÉMILIE CÔTÉ

Un jeu du chat et de la souris dans les rues, des feux, des méfaits sur des véhicules, du grabuge et une quinzaine d'arrestations.

Tradition qui dure depuis 11 ans déjà, des manifestants se sont réunis hier pour souligner la Journée internationale contre la brutalité policière. Contrairement aux années précédentes, les quelque 400 manifestants ne se sont pas réunis au parc Emille-Gamelin, mais à la station de métro Snowdon.

Au moment de mettre sous presse, le Service de police de la Ville de Montréal rapportait 15

**Une femme a signalé avoir été victime d'une agression sexuelle.**

arrestations, dont six personnes mineures : quatre pour incendie (possiblement criminel), une pour agression armée sur un policier, une pour méfait sur un véhicule et quatre pour attroupement illégal.

Une femme a également signalé à la police avoir été victime d'une

agression sexuelle. À la sortie de la station de métro Snowdon, un manifestant armé d'un couteau lui aurait empoigné un sein, avant de prendre la fuite.

Les manifestants ont arpenté les rues jusqu'à la station de métro Plamondon, sur la ligne orange. « C'est toujours le même problème. Ils ne nous disent pas où ils vont, donc cela cause des problèmes pour les automobilistes », a indiqué le sergent Ian Lafrenière, porte-parole du SPVM.

Ensuite, des dizaines de manifestants ont pris le métro en direction du parc Emille-Gamelin. Ils ont allumé des feux, en plus de commettre des méfaits sur des voitures et une dizaine de commerces, principalement rue Saint-Denis. Personne n'a été blessé. Vers 22 h, tout était rentré dans l'ordre.

Mais chaque année cette manifestation cause des maux de tête aux policiers. « C'est malheureux, ça fait partie du 3 % à 5 % de manifestations où il y a des arrestations », a déploré M. Lafrenière.

L'an dernier, le SPVM a procédé à 33 arrestations lors de la manifestation contre la brutalité policière. En 2005, six. Rien à avoir avec 2002, alors que plus de 370 manifestants avaient été arrêtés.



■ Chaque mois de mars, les marginaux dénoncent la brutalité policière par la tenue d'une manifestation. PHOTO OLIVIER JEAN

MANIF | MARS

## Contre la brutalité policière

**Des manifestants ont encore affronté la police de Montréal cette année. La manifestation du Collectif opposé à la brutalité policière s'est tenue hier soir, d'abord dans le quartier Côte-des-Neiges, puis dans le centre-ville.**

**CAROLINE ROY**

Le Journal de Montréal

Et comme d'habitude, la soirée s'est conclue par une série d'arrestations et de méfaits. Une douzaine de personnes ont été arrêtées à la fin de la manifestation près de la station Berri-UQAM, au centre-ville.

De plus, une dizaine de commerces du secteur ont été vandalisés par les protestataires. Plusieurs citoyens, dont un chauffeur de taxi, ont aussi appelé la police pour rapporter des dommages à leur voiture.

« Au métro Snowdon, une dame a aussi subi des attouchements sexuels de la part d'un suspect armé d'un couteau », indique l'agent Ian Lafrenière, porte-parole du SPVM.

La manifestation avait commencé dans un certain calme. Le Collectif s'était réuni à l'heure du souper au métro Snowdon.

Après une heure de marche, notamment sur les chemins Queen-Mary et de la Côte-des-Neiges, une partie du groupe a pris le métro pour se diriger vers la station Berri-UQAM. Au centre-ville, la manifestation s'est corsée et des affrontements plus violents ont eu lieu entre les policiers et les manifestants qui causaient du grabuge.

Cette année, le Collectif voulait surtout dénoncer la mort de Mohamed Anas Bennis lors d'une opération policière en décembre 2005, à Côte-des-Neiges.



■ Une dizaine de commerces ont été la cible des vandales. PHOTO OLIVIER JEAN



■ Les policiers arrêtent les belligérants au centre-ville. PHOTO OLIVIER JEAN

## LCN : Manifestation contre la brutalité policière : Encore de la casse à Montréal - Mise à jour: vendredi 16 mars 2007, à 08:50

C'était la Journée internationale contre la brutalité policière jeudi et comme à chaque année, à Montréal, il y a eu de la casse.

Une quinzaine de personnes, dont six mineurs, ont été arrêtées relativement à des actes de vandalisme commis sur des commerces du centre-ville, aux abords de la station de métro Berri-UQAM. Des accusations de méfait, attroupement illégal, incendie criminel ou agression armée sur un policier pourraient être portées.

Un restaurant McDonalds, le cinéma du Quartier latin, un dépanneur, plusieurs véhicules et même la Grande bibliothèque ont été la cible des vandales.

Plus tôt dans la journée, près de 250 manifestants se sont rassemblés près du métro Snowdon, où on déplore d'autres actes de vandalisme.



LCN

## MÉTRO : Brutalité pour dénoncer la brutalité – Vendredi 16 mars 2007

### BRUTALITÉ POUR DÉNONCER LA BRUTALITÉ

La manifestation annuelle contre la brutalité policière qui se déroulait hier à Montréal a résulté en plus d'une douzaine d'arrestations parmi les protestants en raison de méfaits, de voitures vandalisées et d'incendies. Les manifestants s'étaient regroupés dans Côte-des-Neiges avant de se déplacer en métro vers la station Berri-UQAM et le centre-ville.

MÉTRO



## THE GAZETTE: Cops keep cool in face of protesters: 15 arrested. Signs, window broken during march against police brutality - Friday, March 16, 2007

MAX HARROLD, The Gazette

Doing their best to bait police, about 400 people stormed through the Cote des Neiges district yesterday evening to protest against police brutality they say has claimed 37 lives in 20 years in Montreal.

But dozens of police officers kept their distance as some in the crowd of mostly young - and many masked - people used rocks to break two restaurant signs and ripped down election posters to mark the 11th International Day Against Police Brutality.

About 100 of the demonstrators later took the metro to Berri-UQAM station, then marched up St. Denis St. last night.

Police said about eight to 10 businesses reported vandalism; the incidents included the smashing of a window at a fast-food restaurant, and car hoods being dented.

Police arrested 15 people, including six minors.

Four arrests were made for arson after protesters set small fires. One arrest was for mischief, one was for assault with a weapon, and nine were arrested for illegal assembly.

The protest began with marchers blocking traffic as they walked along Queen Mary Rd. from Snowdon metro station. They moved rapidly through the neighbourhood in the frigid breeze before pausing at Kent Park on Cote des Neiges Rd., the site of what protester Jason Williams said was the most recent example of an "assassination by police."

"This is where police murdered Mohamed-Anas Bennis," a man told the crowd on a bullhorn. "They have never charged the police officer who did it." Bennis, 25, was shot dead by a Montreal police officer at 7:20 a.m. on Dec. 1, 2005, near a mosque opposite the park at Kent and Linton Aves.

Bennis is alleged to have attacked and stabbed the officer twice before the policeman drew his firearm and shot him in the chest.

At the march yesterday, Bennis's twin sister, Khadija Bennis, called on police to release their records of the incident.

"We know from the autopsy that my brother was shot twice from above, once in the neck and once through the heart," she said.

"Why did they shoot from above? He was just coming out of saying his prayers in a mosque. He was peaceful."

Bennis said she did not believe a police account that her brother had a knife.



CREDIT: PIERRE OBENDRAUF, THE GAZETTE

Protesters claim police brutality has claimed 37 lives in 20 years.

Montreal police were in the area that night to help with security for a Surete du Quebec sting operation on a fraud ring. There was no connection between Mohamed-Anas Bennis and the people arrested for credit-card fraud. Because the SQ and Montreal police were involved, the investigation of the shooting death was handed to Quebec City police. No pictures of the officer's wounds have been shown to the family, Khadija Bennis said.

Footage that police said was taken from security cameras at the intersection also has never been shown to the family, she added. "If someone made a mistake, I can have compassion. But what I can't stand is a coverup. Just let us see the evidence. "We need closure."

**RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Manifestation contre la brutalité policière : Douze personnes arrêtées - Mise à jour le jeudi 15 mars 2007 à 22 h 39**

Plus d'info

**Audio et Vidéo**

[Vandalisme lors d'une manifestation. Précisions de Davide Gentile.](#)



Des policiers descendent dans le métro à la poursuite de manifestants

Des actes de vandalisme ont été commis durant la manifestation organisée jeudi par le Collectif opposé à la brutalité policière pour dénoncer les bavures policières et le profilage racial exercé par les forces de l'ordre.

Environ 500 personnes ont participé à la manifestation qui a duré près de quatre

heures. Certains protestataires ont causé des dégâts à des commerces situés sur le chemin de la Côte-Des-Neiges. Une douzaine de personnes ont été arrêtées.

La manifestation a commencé au métro Snowdon vers 17 h. Les manifestants ont ensuite entamé un long trajet dans le quartier Côte-Des-Neiges. Puis ils sont redescendus dans le métro, à la station Plamondon où, poursuivis par l'escouade anti-émeute, ils ont joué au chat et à la souris pour finalement ressortir au métro Berri.

Des actes de vandalisme sur des voitures ont aussi été relevés. Quelques manifestants ont même pénétré dans la Grande bibliothèque, poursuivis de policiers. Le tout s'est terminé entre 21 h 30 et 22 h.

Le Collectif opposé à la brutalité organise chaque année une manifestation à Montréal. L'an dernier, les policiers ont procédé à 30 arrestations.

**CYBERPRESSE : Une manifestation anti-violence tourne mal - Le jeudi 15 mars 2007**

Montréal

**La police de Montréal a arrêté 15 personnes, jeudi soir, lors d'une manifestation contre la brutalité policière qui s'est terminée dans le grabuge, comme c'est le cas chaque année depuis environ 10 ans.**

Les policiers sont intervenus après que les manifestants eurent saccagé un commerce de restauration rapide et brisé les fenêtres d'autres magasins, selon le porte-parole de la police, Ian Lafrenière.

Le tout a débuté vers 17h45 dans l'ouest de la ville et a dégénéré après que certains manifestants eurent pris le métro pour se déplacer vers l'Est. Après être sortis du métro, ils s'en sont pris à un restaurant McDonald's et à d'autres commerces. Une douzaine de méfaits ont été commis.

Quatre personnes ont été appréhendées pour incendie criminel, une l'a été pour méfait sur véhicule, une pour agression armée sur un policier — celui-ci n'a pas été blessé —, et neuf pour attroupement illégal. De ce nombre, on compte six mineurs.

Quelque 500 personnes participaient à la manifestation.

L'an dernier, à la même occasion, les policiers montréalais avaient arrêté 33 individus.



**LCN : Montréal : Manifestation contre la brutalité policière - Mise à jour: jeudi 15 mars 2007, à 17:24**

La manifestation annuelle contre la brutalité policière se tient au métro Snowdon cet après-midi.

Chaque année à pareille date, cette manifestation réunit quelques centaines de personnes.

L'an dernier, 33 personnes avaient été arrêtées. Une policière avait été blessée au visage avec une bouteille,

quatre véhicules avaient été endommagés, un commerce vandalisé et une vitrine fracassée.

Les policiers de Montréal tenteront d'assurer la fluidité de la circulation automobile, tout en permettant aux participants de manifester en toute sécurité.